

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La Russie est en train de faire le deuil de l'Europe

par Guy Mettan, journaliste indépendant



Guy Mettan
(photo mad)

Mi-décembre, j'ai eu l'occasion d'effectuer un bref voyage à Moscou et à Novosibirsk, capitale de la Sibirie située à 4000 kilomètres du front ukrainien. Soit assez de temps pour évaluer l'état d'esprit de la population russe après dix mois de guerre. La première chose qui frappe les visiteurs étrangers – devenus rares depuis le 24 février et donc très courtisés par des Russes avides de savoir ce qu'on pense d'eux en Occident – est la quasi-normalité de la vie quotidienne.

A lire et à écouter nos médias, on a l'impression que les Russes vivent en état de siège et qu'ils passent leur temps à tenter de survivre à nos impitoyables sanctions économiques, à digérer leurs défaites militaires et à entermer les innombrables morts que leur infligeraient les Ukrainiens victorieux. Il n'en est rien.

La normalité – en dépit de tout

Dans les grandes villes, les rues regorgent de lumières et de décorations de Noël, les patinoires et les marchés de plein air sont pris d'assaut malgré le froid et la neige, les avenues sont toujours aussi encombrées de colonnes de 4x4 qui cherchent à se frayer un chemin dans les bouchons. Une atmosphère qui tranche avec les airs de *Blitz* de nos villes sans décorations, aux vitrines ternes et privées d'éclairage public par le couvre-feu imposé par la pénurie d'énergie.

Cette normalité de la vie quotidienne est confirmée par les statistiques économiques qui montrent que le recul du PNB russe se limitera à 2,5-3 % pour l'année 2022, soit moins que la perte enregistrée en 2020, lors de la première année de la crise du Covid. C'est à peine si, çà et là, on remarque des boutiques fermées, essentiellement des marques de luxe, et des affiches appelant à soutenir les soldats combattant en Ukraine, seul rappel qu'une guerre est en cours sur l'une des immenses frontières du pays.

Cette normalité n'est-elle qu'apparente? Cache-t-elle un désarroi profond de la population, une sourde hostilité au «régime», une peur de s'exprimer, comme on le suggère si souvent chez nous? Je n'en ai pas eu le sentiment non plus. Au contraire, j'ai eu l'impression que les Russes avaient pris conscience que le conflit en Ukraine s'installait dans la durée et que, de bonne ou mauvaise grâce, ils allaient devoir vivre avec pendant longtemps.

Comme tout le monde, dans un premier temps, les Russes ont été surpris et sidérés par «l'opération militaire spéciale» en Ukraine, en particulier dans les très nombreuses familles – on parle de dizaines de millions de personnes – que ce conflit isolait ou coupait en deux parce qu'elles ont des attaches en Ukraine. Puis, le premier instant de stupeur passé, on a pensé que les com-



La place Rouge à Moscou (photo Guy Mettan, décembre 2022)

bats traînaient en longueur mais ne s'éterniseraient pas. Les premiers revers, fin août, et surtout la mobilisation partielle de septembre ont douché ces espoirs. Plusieurs centaines de milliers de mobilisables se sont enfuis à l'étranger – on estime leur nombre à 300/400 000 personnes en tenant compte des retours progressifs, soit 0,3 % de la population – tandis que l'inquiétude devenait palpable. Trois mois plus tard, celle-ci n'a pas disparu mais a beaucoup régressé.

Sont-ils dupes de la propagande? Je ne le crois pas non plus. Comme me le confiait une amie active dans la culture: «Depuis l'ère soviétique, les Russes savent d'instinct décodifier la propagande d'Etat et faire la part des choses. Ils n'y font même pas attention. Tandis que vous, à l'Ouest, vous faites tellement confiance à vos dirigeants et à vos institutions que n'êtes même pas conscients de leur propagande.» A méditer!

Le peuple soutient son gouvernement, son armée et ses soldats

Dans tous les cas, la cote de Vladimir Poutine n'a pas varié depuis fin février et demeure très élevée, à environ 70 % d'opinions favorables, celles-ci étant d'autant plus positives qu'on s'éloigne des trois plus grandes villes, Moscou, Saint-Petersbourg et Iekaterinbourg. Quant au soutien aux soldats sur le front, sinon à l'armée, il s'est même accru. Les Russes ne sont pas dupes des incompétences de certains commandants opérationnels, comme on vient de le voir dans la tragédie de Mareevka la nuit du nouvel An, ni de la gabegie logistique qui ont marqué les premières semaines de guerre et ils n'ont pas ménagé leurs critiques en privé. Ils savent qu'ils doivent d'abord compter sur eux-mêmes et ne rien attendre de l'Etat. Dans tous les cas, les mauvaises nouvelles n'ont pas altéré leur soutien à l'opération militaire et ils sont désormais derrière leurs soldats, quitte à court-circuiter les hiérarchies. Il est remarquable de constater que, du fin fond des villages sibériens, des centaines de civils se mobilisent pour organiser des convois et apporter des vivres, du chocolat, des habits chauds, des colis aux soldats qui se battent contre les forces de l'OTAN en Ukraine. De même, à l'inverse des conscrits urbains réticents, le nombre d'engagés volontaires n'a pas faibli.

Depuis l'automne, la majorité des Russes est en train de comprendre que leur pays ne se bat pas seulement contre les nationalistes ukrainiens mais contre l'Occident tout entier regroupé sous la bannière de l'OTAN et qu'il s'agit d'un combat vital, existentiel et de

longue haleine pour la survie de leur mode de vie et de leur culture, même si celui-ci a été engagé à leur corps défendant.

Pour la majorité des Russes, il s'agit de défendre leur manière de vivre

Cette prise de conscience que la guerre et les hostilités allaient durer a d'abord été le fait de l'armée, que les difficultés rencontrées sur le terrain ont obligée à se restructurer en profondeur. La stratégie a été complètement revue. On est passé du mode offensif improvisé au mode défensif organisé, sur des lignes de défense plus sûres, avec un commandement unifié et intégré, sous les ordres d'un général expérimenté, Sergueï Sourovikine, et avec l'objectif d'épargner au maximum les ressources humaines et les équipements. A la retraite désordonnée de la région de Kharkov a succédé le retrait ordonné et réussi des troupes et du matériel de la région de Kerson. On a investi dans les drones et les petites unités mobiles.

Les lignes logistiques ont été revues et les divisions de réserve réorganisées de façon à pouvoir réagir aux urgences. Le gros de l'armée se retranche et délègue ses capacités offensives aux forces de Wagner, aux pilotes de drones et aux lanceurs de missiles contre des cibles névralgiques ukrainiennes, en riposte aux attaques ukrainiennes contre les objectifs civils russes – sabotage du gazoduc *Nordstream*, attentat contre le pont de Crimée, bombardements d'hôpitaux, d'écoles et de supermarchés dans le Donbass, avec des civils tués tous les jours mais jamais rapportés dans nos médias.

La Russie a pris acte de la stratégie de l'OTAN et des Etats-Unis, exprimée par le chef du Pentagone *Lloyd Austin* le printemps dernier, à savoir l'affaiblissement du pays jusqu'à ce qu'il ne puisse plus se relever, et cherche à la retourner en sa faveur. En se concentrant et en ménageant ses troupes, elle laisse les Ukrainiens et les mercenaires de l'OTAN épuiser leurs forces et leur matériel jusqu'à ce qu'ils se fatiguent. Plus que sur le Général Hiver, ce sont sur les Généraux Temps et Espace que mise désormais l'armée russe. Comme *Sourovov* et *Bagrattion* en leur temps, elle a appris à ses dépens que patience valait mieux que force et que rage si l'on voulait vaincre dans la durée.

Les milieux économiques ont eux aussi très rapidement pris conscience que l'ensemble des circuits de production et d'échanges devait être revu de fond en comble après la fermeture des frontières imposée par le partenaire naturel européen. On a beaucoup glosé

en Europe sur les oligarques et leur supposée opposition à Poutine. En se trompant complètement.

L'Occident est dupe de ses pronostics erronés

Les oligarques, même s'ils ont déploré le déclenchement des hostilités, ont rapidement compris que la séquestration de leurs biens et de leurs avoirs bancaires en Europe et aux Etats-Unis – yachts, résidences de luxe, suites à Courchevel et à Saint-Moritz – et les sanctions personnelles prises contre eux en faisaient des parias pour l'Occident et qu'ils seraient condamnés à tout perdre au cas où il leur prendrait la fantaisie de faire défection. Les sanctions et l'exclusion de la Russie du système de paiement SWIFT et des relations bancaires occidentales ont même eu un effet positif pour l'économie russe puisque, pour la première fois, elles ont coupé court à l'évasion des capitaux – environ 100 milliards de dollars par an – qui saignait l'économie depuis trente ans. Désormais, il faudra y réfléchir à deux fois avant de déposer son argent dans une banque suisse, européenne ou américaine.

Depuis quelques mois, l'économie russe cherche donc à s'adapter aux nouvelles circonstances. Les circuits de distribution du pétrole, du gaz, des minerais, du blé et des engrais sont réorganisés vers l'Asie, la Chine, l'Inde, l'Iran, les Emirats et l'Arabie saoudite (à cause de l'OPEP+ et des facilités bancaires). On fait de même pour les circuits d'importation. Les importations parallèles se mettent en place pour approvisionner l'industrie en pièces détachées, en supraconducteurs et en puces, et la population en appareils ménagers, en vêtements, en produits de luxe, en ameublement et autres biens de consommation courante que l'économie russe ne sait pas produire en grandes quantités.

L'exemple de la Biélorussie, coutumière des sanctions et qui a malgré tout enregistré la meilleure performance européenne dans sa gestion du Covid grâce à son système de soins et à ses ressources pharmaceutiques, montre que l'industrie russe est parfaitement capable de relever ce défi à condition de réorienter les investissements vers la reconversion industrielle et de cesser de se reposer paresseusement sur la rente pétrolière et gazière.

L'ostracisme occidental a causé une profonde amertume des Russes

Les succès spectaculaires enregistrés par l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire, le secteur aérospatial et les industries d'armement à la suite des sanctions prises contre elles en 2014 militent aussi dans ce sens. Cette reconversion prendra quelques années et les experts s'attendent à deux ou trois ans de contraction et de vaches maigres avant que la croissance reparte à la hausse. Pas de quoi paniquer, surtout que l'on pourra compter sur des ressources énergétiques inépuisables et très bon marché, contrairement à l'Europe qui devra payer au prix fort ses importations d'énergie.

Qu'en est-il de l'état d'esprit de la population? Comment s'adapte-t-elle à cette nouvelle donne? Pour résumer en une phrase, je dirais qu'elle fait contre mauvaise fortune bon cœur. Il faut savoir que la plupart des Russes ont très mal vécu les mesures prises contre la culture russe et contre eux-mêmes en Occident. Ils se sont sentis profondément humiliés par la censure des artistes,

* Guy Mettan est journaliste et député au Grand Conseil du canton de Genève, qu'il a présidé en 2010. Il a commencé sa carrière de journaliste pendant ses études de sciences politiques; il a ensuite travaillé pour le «Journal de Genève», *Le Temps stratégique*, *Bilan*, le «Nouvel Quotidien» puis comme directeur et rédacteur en chef de la «Tribune de Genève». Depuis 2005, il préside l'Union des Chambres de commerce Suisse-Russie & CEI. De 2006 à 2014, il a été président de la Croix-Rouge genevoise et membre du Conseil de La Croix-Rouge suisse jusqu'en 2019. En 1996, il a fondé le *Swiss Press Club*, dont il a été le président puis le directeur de 1998 à 2019. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont «Russie-Occident».

L'Allemagne – un Etat en guerre?

Une attention à l'égard de mes voisins compatriotes allemands

par Karl-Jürgen Müller

Allemand de naissance et Suisse d'adoption, je suis lié à l'Allemagne par bien plus que ma naissance seule. J'ai grandi dans ce pays, fréquenté ses écoles et y fait mes études. J'y ai vécu pendant des décennies. En tant qu'enseignant (jusqu'à l'âge de ma retraite), je m'engageais politiquement. J'ai toujours attaché beaucoup d'importance au bon climat régnant en classe et au rapport quotidien avec mes élèves et étudiants et je me suis toujours senti en phase avec le pays et ses habitants. Historien, je mesure le poids du passé mouvement du pays, j'apprécie la diversité de ses paysages et régions ainsi que la richesse de ses traditions littéraires, artistiques et culturelles en général... et bien d'autres choses encore.

Si j'ai fait de la Suisse ma seconde patrie, celle de mon choix, c'est parce que ce pays est pour moi un lieu où règne un esprit authentique de liberté et de démocratie. C'est un pays où beaucoup de gens ont les pieds sur terre et pensent et agissent de manière très pratique, en général sans grandiloquence – l'attitude modeste prévaut même dans les cercles politiques – et bien sûr, j'apprécie tant d'autres aspects, dont le fait que ce pays ait réussi, grâce à une politique perspicace, à ne pas être impliqué dans des guerres depuis la fondation de la Suisse dans sa forme moderne, au milieu du 19^e siècle. Fait qui émane essentiellement de son statut de *neutralité armée* lui ouvrant la porte à des actions humanitaires, de médiation et de promotion de la paix dans de nombreux endroits conflictuels du monde.

«Plus jamais la guerre!»

C'est d'après cette devise que j'ai été élevé, en tant que jeune Allemand né dans les premières années de l'Après-Seconde Guerre mondiale – devise qui relie d'une certaine manière mon pays de naissance à mon pays d'adoption. Mais depuis 30 ans, ce fanal s'éteint; en se trouve face aux résultats du procès encouragé par l'auto-déclarée «puissance mondiale dirigeante», mais aussi par maints responsables au sein de l'Allemagne elle-même – et pas uniquement en Allemagne – avec une intensité inquiétante.

A l'instar de la guerre en Ukraine, cette transformation de la conscience générale allemande à elle aussi une longue histoire (aux dimensions de la politique mondiale même), de nombreux pas ont conduit l'Allemagne à ce nouvel élan belliciste qui choque le monde. On nous présente actuellement l'aspect inquiétant d'un Etat dont les gouvernements récents, les politiciens, les médias, les «élites» sociales, voire même les intellectuels

(mais heureusement pas tous!) ont perdu l'ancien refoulement strict face à la guerre. Pour moi, Allemand appartenant à la génération née après la Seconde Guerre mondiale, les intellectuels de cette époque («de l'An zéro») représentaient précisément un contrepoids allemand vis-à-vis des populations mises au pas sous les bottes des nationaux-socialistes: parmi eux, on compte les nombreux grands noms d'intellectuels allemands ayant quitté le pays après le 30 janvier 1933 se retrouvant exilés du jour au lendemain. Nombre d'entre eux ont imaginé et dressé les contours d'une autre Allemagne, une Allemagne meilleure, à partir de leur exil. L'un d'entre eux a appelé les Allemands «à se réveiller face à la réalité, à reconquérir leur bon sens et à contribuer à un monde construit sur la liberté et le droit».

L'histoire ne se répète pas, et pourtant ...

L'histoire ne se répète pas et la plupart des Allemands réagiraient avec indignation si l'on comparait l'Allemagne d'aujourd'hui à l'Allemagne de l'époque hitlérienne (voir l'encadré). Les Allemands privilégient les discours qui suivent: L'Allemagne est tout de même une démocratie libérale, un Etat de droit... Et contrairement aux Méchants nazis, nos guerres sont celles des «Bons contre les Méchants». C'était le cas en 1999 contre les Serbes déjà (le droit international? – eh bien, il ne nous intéressait pas). Quant à l'Afghanistan, il en va de même. C'est Poutine qui a commencé la guerre, c'est lui le criminel de guerre qui veut détruire l'Ukraine. Et s'il y parvient, il ne s'arrêtera pas là. C'est pour ça qu'il faut la grande alliance des défenseurs de la Liberté, compris? Voilà ce que l'on répète aux Allemands, jour après jour, en dépit des faits et en les supprimant.

Le quotidien auquel je me suis abonné le répète quotidiennement, je l'entends à la

radio et les programmes de la télévision allemande ne diffusent rien d'autre. L'unanimité «officielle» est autant complète qu'opposée à un des principes airains de la démocratie: la liberté de presse.

Quant à toute cette frénésie, il y a quelques jours, on proclamait officiellement: «Nous ne faisons pas la guerre à la Russie!» – (c'est évident, vous avez raison, pour cela, nous engageons nos jeunes Ukrainiens à se battre pour notre «liberté»: avec la seule nuance que cela se passe également avec nos armes, nos missiles, nos chars, nos services de reconnaissance et de nos mercenaires – bientôt probablement aussi avec nos avions). Or, la Ministre allemande des Affaires étrangères a fait la bétise de déclarer le contraire en public, à Bruxelles devant les caméras, en affirmant que «nous sommes en guerre contre la Russie».

«Le plan de Poutine»

Thomas Röper a publié un nouveau livre il y a quelques semaines. Le titre est long, mais pertinent, et se traduit ainsi: «Le plan de Poutine. Le monde dépasse de loin les frontières de l'Europe et des Etats-Unis. Comment le système occidental est en train de s'autodétruire et ce que veut vraiment la Russie». Thomas Röper, Allemand vivant en Russie depuis de nombreuses années, est d'abord un homme d'affaires, il rédige depuis quelques années déjà son site Internet «Anti-Spiegel.» (allusion au magazine «Der Spiegel» à l'obédience néo-libérale et pro-atlantique). L'Allemagne officielle le traite de «propagandiste russe» ainsi que «d'adhérent à l'idéologie du complot». En dépit de tout ce vacarme, si on ose se confronter à lui, la lecture de son nouveau livre est instructive. La critique de Röper à l'égard de l'Occident est essentielle et plein de bon sens, il en est de même pour les

divers discours du président russe que Thomas Röper a traduits en allemand et qu'il cite parfois exhaustivement: ils sont pleins de considérations essentielles. On a affaire à des réflexions sérieuses, défendant des points de vue qui méritent d'être connus et discutés, en Allemagne également. Il s'agit d'une lecture qui montre qu'avec le prétendu «plan de Poutine» on n'a guère affaire à une «utopie», mais à des réflexions en faveur d'un monde plus sécurisé, un monde plus juste.

Que faire?

A l'avenir, il serait bon d'éviter de se faire accaparer, que ce soit par la propagande quotidienne, en faveur d'une politique d'hostilité envers qui que ce soit, ou pour contribuer à l'escalade de la guerre contre la Russie.

«Les actes qui sont de nature à perturber la coexistence pacifique des peuples et qui sont commis intentionnellement [...] sont anticonstitutionnels. Ils doivent être punis.» C'est un bon critère. Mais face à l'esprit du *Grundgesetz* allemand, à quelle torsion avons-nous affaire actuellement lorsque des personnes sont poursuivies pénalement en Allemagne sur la base de cet article de la Loi fondamentale allemande et de sa concrétisation dans le Code pénal, avec comme base réelle qu'elles osent témoigner de leurs profondes inquiétudes face à l'action du gouvernement actuel comme seul motif. Ces passages du discours incriminés le montrent:

«Je ne comprends pas que la politique allemande soutienne à nouveau les mêmes idéologies russophobes sur la base desquelles le *Reich allemand* a trouvé des forces adjuvantes, en 1941, et avec lesquelles il a étroitement coopéré pour commettre les assassinats.

Tous les Allemands qui se respectent devront rejeter toute coopération avec de pareilles forces en Ukraine, compte tenu de l'histoire allemande, de l'histoire des millions de Juifs assassinés et des millions et des millions de citoyens soviétiques assassinés pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous devons également rejeter avec résolution la rhétorique guerrière émanant de ces forces en Ukraine. En tant qu'Allemands, nous ne devons plus jamais participer à une guerre contre la Russie, sous quelque forme que ce soit.

Nous devons nous unir et nous opposer à cette folie. Nous devons essayer de comprendre ouvertement et honnêtement les raisons russes qui ont mené à l'opération militaire spéciale en Ukraine et pour-

Suite page 4

La situation est-elle différente aujourd'hui ?

«[Les Allemands de Mars 1938, un an avant que Hitler ait déclenché la Deuxième guerre mondiale] n'ont pas percé le jeu des nazis. Ils n'ont pas compris les dangers de la guerre. Ils n'ont pas eu beaucoup de considération pour la démocratie. Ils n'ont pas été alarmés par la mise au pas des médias, ils se sentaient à l'aise au sein de la communauté populaire ainsi propagée.»

Le parallélisme avec la situation actuelle est accablant. Hier soir et aujourd'hui j'ai regardé l'écho médiatique face à la décision de Scholz de livrer des chars à l'Ukraine. Le «heute journal» et, ce matin, le «journal régional» citaient par exemple la ministre allemande des Affaires étrangères avec sa déclaration de guerre «We are fighting a war against Russia» (nous sommes en guerre contre la Russie), annoncé, semble-t-il, à l'improviste. Les simplifications gé-

ralisantes et les incitations belliqueuses que nous avalons en matière d'hostilité envers d'autres peuples, ce que nous prenons comme modèle avec empressement, cela équivaut à l'agitation nazie. La nôtre, actuelle, se présente de manière plus subtile, à travers des acteurs à l'apparence inoffensive comme *Annalena Baerbock* et non en uniforme SS. Mais au fond, c'est la même chose. Il s'agit de séduire avec l'astuce de nous «offrir» un ennemi. Et de nous sommer à nous mobiliser ensemble contre cet ennemi. C'est le cas aujourd'hui, tout comme ça l'a été à l'époque de mes parents, en 1938, quand je suis né.

(Albrecht Müller, ancien conseiller du chancelier allemand *Willy Brandt*, sur la plate-forme électronique allemande *Nachdenkseiten* du 25/01/2023)
(Traduction *Horizons et débats*)

«La Russie est en train de ...»

suite de la page 1

des musiciens, des sportifs et des scientifiques, par l'annulation des colloques académiques, la cessation brutale des échanges en dépit des liens personnels développés depuis longtemps, la réécriture de l'histoire concernant la contribution russe dans la victoire contre le nazisme, la culture d'annulation et même de destruction de monuments entreprise non seulement en Ukraine mais dans les pays baltes et en Pologne. Quand on a compté 26 millions de morts dans la lutte contre le nazisme, il est intolérable d'apprendre que c'est le débarquement en Normandie (50 000 morts) qui a été l'événement majeur de la Deuxième guerre mondiale.

Cet ostracisme et ces injustices ont laissé des traces amères dans la mémoire vive des Russes, que la fermeture des frontières et l'interdiction de facto de voyager en Occident à la suite de la suppression des vols directs ont encore aggravées. Ils peuvent comprendre que l'Europe critique l'intervention armée en Ukraine, mais ne voient pas pourquoi l'Europe qui se prétend civilisée s'en prend à *Tchakowski*, à *Tchekov*, à des chefs d'orchestre et à la population en général, dans un mouvement de bannissement inédit dans l'histoire. De même, la censure de l'ensemble des médias russes dans un espace européen qui se targue de défendre ses «valeurs» démocratiques en Ukraine passe pour de la duplicité.

Chez nous, tout cela semble relever de détails, que nous nous sommes d'ailleurs empressés d'oublier. Mais pas pour les Russes qui s'étaient enfin sentis membres de la grande famille européenne depuis la chute du Rideau de fer. Ce rejet de la Russie et des Russes, en tant qu'êtres humains, depuis février dernier est douloureusement vécu. *Le pays, notamment dans les villes, est en train d'apprendre dans la douleur qu'il doit faire le deuil de l'Europe* parce que celle-ci en a décidé ainsi au terme d'une guerre, certes malheureuse et regrettable, mais qui n'a pourtant rien à voir avec l'ampleur des ravages suscités par les agressions armées de l'Occident en Afghanistan et en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen ou encore dans l'est du Congo (6 millions de victimes totalement ignorées par les médias occidentaux). Cette hypocrisie est très mal ressentie.

Les premières failles étaient apparues à la conférence de Munich en 2007 et lors de la guerre imprudemment déclenchée par *Saakhachvili* en Géorgie en 2008, puis en 2014, avec le putsch de Maidan qui a renversé le président démocratiquement élu *Yanoukovitch*, la mise à ban des russophones du Donbass et la vague de sanctions prises en réponse à l'annexion de la Crimée. Mais ces divergences étaient restées d'ordre politique et géopolitique et ne s'étaient pas encore transformées en guerre culturelle, humaine, civilisationnelle. Désormais la coupure est nette, profonde, radicale.

Les élites dirigeantes russes avaient joué sur les deux tableaux, empruntant à l'Occi-

dent les principes du capitalisme néolibéral, son culte du progrès matériel et ses institutions démocratiques tout en cultivant l'idée d'une Russie indépendante, souveraine et libre de développer ses valeurs propres – inspirées de la tradition conservatrice – et de choisir ses partenaires. La guerre a rendu cette double voie obsolète. Elle oblige à faire des choix clairs.

Du point de vue russe, l'engagement croissant de l'OTAN derrière l'Ukraine et les propos de l'ancien président ukrainien *Porochenko* et de l'ancienne chancelière *Angela Merkel*, confirmés par *François Hollande*, sur le fait que ni l'Ukraine ni l'OTAN n'avaient l'intention de respecter les accords de Minsk et que ceux-ci n'étaient qu'un stratagème destiné à donner du temps à l'Ukraine pour se réarmer, ont rendu toute perspective de négociation aléatoire puisqu'il est devenu évident que ni la parole donnée ni les traités signés par les Occidentaux n'avaient de quelconque valeur.

Fossé grandissant entre les cultures

D'autre part, le fossé idéologique entre l'Europe et la Russie s'est creusé au point de devenir presque infranchissable. Les Russes, comme le reste du monde arabomusulman, asiatique et africain, comprennent de moins en moins l'évolution sociétale occidentale. Le libéralisme prôné par l'Occident paraît de plus en plus comme un subterfuge destiné à masquer ses ingérences permanentes dans les affaires des autres. Les dérives identitaires basées sur

le sexe et le genre, l'antiracisme poussé jusqu'au racialisme, la dictature de minorités de plus en plus minces et extrémistes sur la majorité, le révisionnisme historique imposé par la cancel culture, la multiplication des sexes préconisée dès le plus jeune âge, le wokisme et le rejet de la culture humaniste traditionnelle, tout cela est de plus en plus étranger à la culture russe et du sud global en général.

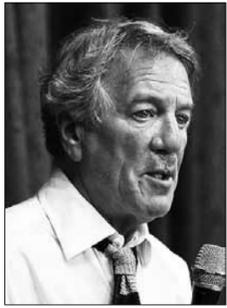
Le changement de ton des discours de Poutine depuis l'été dernier est d'ailleurs très significatif à cet égard. Pour la première fois le président russe a fait des allusions directes aux valeurs traditionnelles, critiquant la mode occidentale des changements de sexe, des mères porteuses, du «parent 1» et «parent 2» pour désigner le père et la mère, militant pour un retour aux valeurs humanistes traditionnelles face aux tentations transhumanistes en vogue chez nous, et plaidant pour un monde multipolaire dans lequel chaque pays et chaque culture auraient des droits égaux à préserver leurs valeurs sans craindre d'être bombardés ou envahis parce que leurs choix déplairaient à l'Occident.

Pour une majorité de Russes, cette séparation est vécue comme un drame car elle met fin à leur rêve d'être reconnus comme des Européens à part entière. Ils font le deuil de l'Europe dans la douleur mais sont résignés à en porter le fardeau quel qu'en soit le poids. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Les ténèbres s'abattent sur l'Ukraine

par Patrick Lawrence



Patrick Lawrence
(photo mad)

Deux des mots que j'admire lisant le «New York Times» sont «opaque» et «louche». Ils conviennent parfaitement à la description manichéenne de notre monde telle que «Times» la fait siroter quotidiennement à ses lecteurs peu méfiants. Lorsque Times qualifie un individu, une société ou une succession d'événements d'«opaques» ou de «louches», il est inutile de chercher plus loin. Deux mots plus ou moins dénués de sens orientent l'esprit des lecteurs précisément dans le sens souhaité.

Loin de moi l'idée de pointer du doigt *The Times* – mais bon, je le fais pourtant. Aucun des autres grands quotidiens et aucune des chaînes de télévision n'arrive à la cheville de ce journal (autrefois-une-référence-mais-plus-maintenant) pour ce qui est des ténèbres et de l'opacité. C'est particulièrement vrai pour le Service International, le recoin selon moi le plus *louche* du journalisme américain. Il y a des tas de gens très *louches* en Russie, comme le Times nous le laisse entendre, ou pense que nous le savons. Il s'y passe beaucoup de choses *louches*. Les relations de Donald Trump avec le Kremlin étaient très *opaques*, et peu importe que rien dans ces relations ne se soit révélé porteur d'opacité réelle. L'obscurité persiste longtemps après que la lumière soit revenue, encore une des qualités pratiques d'un «quotidien de qualité».

Pas de zones d'ombre chez les «Bons»

Par conséquent, il n'y a jamais la moindre zone d'ombre et rien n'est jamais *louche* parmi les gens ou les Etats que le Times, supervisé par le gouvernement, compte parmi les «Bons» par opposition aux «Méchants», et, pour le cas où vous ne l'auriez pas remarqué, c'est le journal le plus influent d'Amérique qui se livre à ces écarts de langage.

Venons-en à présent à l'Ukraine. Même s'il y a de nombreuses zones d'ombre et que l'opacité qui règne y est très épaisse, vous ne lirez jamais rien de tout cela dans «Times». Le scandale de corruption qui vient d'éclater à Kiev et dans tout le pays me semble confirmer que l'Ukraine, à l'ère postsoviétique, est devenue moins une *nation* qu'une *entreprise criminelle*. Cela se produit souvent dans les Etats en déliquescence, où plus personne ne croit en rien pour la simple raison qu'il n'y a plus rien à croire. C'est alors que les ténèbres se font jour et que tout devient opaque.

C'est ainsi que je considère les derniers en date des innombrables efforts annoncés par Kiev pour assainir le bassin de corruption dans lequel nombre de ses hauts fonctionnaires, la majorité apparemment, pataugent depuis longtemps. Les annonces faites par le régime de Zelensky concernant divers licenciements, renvois et démissions, à la fin de la semaine dernière et au début de cette année, ne sont que les premiers symptômes d'une maladie proche de la gangrène qui a pratiquement rongé ce qu'il restait de la politique ukrainienne. Mais pas d'inquiétude, il n'existe en Ukraine ni zone d'ombre, ni opacité. Volodymyr Zelensky, la marionnette de Washington, est le meilleur de tous les bons gars et il va y arriver.

De hauts fonctionnaires corrompus

Sur la base des chiffres les plus fiables, ceux du «Monde» et de *France24*, plus d'une douzaine de hauts fonctionnaires ont été, d'une manière ou d'une autre, démis de leurs fonctions. Il y a beaucoup de seconds couteaux sur cette liste – au niveau des administra-

teurs, typiquement, ceux qui sont chargés de veiller à ce que les choses soient faites comme il faut. Le premier à avoir été licencié est le vice-ministre des infrastructures, *Vasyl Lozynsky*, qui a été arrêté dimanche. Ce mardi, c'est *Kirilo Timochenko*, chef de cabinet adjoint de Zelensky, qui a apparemment démissionné de force. C'est ce qu'on appelle remonter assez haut dans la hiérarchie.

Et puis la liste s'allonge: un vice-ministre de la défense, un procureur adjoint et deux autres députés chargés des programmes de développement des provinces de Kiev. En outre, les gouverneurs de cinq régions administratives – Kiev, Sumy, Dnipropetrovsk, Kherson et Zaporijjia – ont également été limogés ou poussés à la démission. Comme le souligne *France24*, ces trois dernières régions sont des zones de combat en activité; Kiev et Sumy se trouvaient sur les lignes de front au début du conflit.

Regroupons les faits dont nous disposons et voyons ce que nous pouvons en faire.

Vasyl Lozynsky, l'homme des infrastructures, était chargé de rétablir les installations d'approvisionnement en eau, électricité et chauffage dans les régions d'Ukraine où l'artillerie et les roquettes russes ou ukrainiennes les avaient endommagées ou détruites. Là, on est en plein dans les services à la patrie, si l'on peut dire. *Lozynsky* est accusé d'avoir détourné environ 400 000 dollars de fonds officiels pour le compte d'un syndicat du crime dont il était membre. Certains de ces fonds ont été fournis par des donateurs étrangers dans le cadre de l'effort de guerre consenti par l'Occident.

Une démission à cause d'un 4x4?

Et puis il y a le cas «*Kirilo Timochenko*». Haut collaborateur de Zelensky, il est aux côtés du président depuis son élection il y a quatre ans. Donc, un proche. Le motif fourni par Times pour sa démission fait carrément dans la dentelle. La transgression de *Timochenko* a été de mener une vie de consommation ostentatoire et de «se pavaner dans Kiev», comme le dit «Times», dans un «SUV flashy» offert par *General Motors* et destiné originellement à des projets humanitaires. Cela ne me semble pas être le nadir de la corruption ukrainienne.

L'article du «Monde» comportait une photo de *Timochenko* arborant un sourire

partie des milliards de dollars que les Etats-Unis et le reste de l'Occident déversent en Ukraine.

«Pas de traces» de détournement de fonds occidentaux (!)

«Rien n'indiquait que le scandale des achats alimentaires de l'armée ukrainienne ait été lié à un quelconque détournement de l'aide militaire occidentale», écrivent *Michael Schwirtz* et *Maria Varenikova* dans les éditions de mercredi. Et plus loin: «L'administration Biden n'a pas connaissance qu'une quelconque aide américaine ait été impliquée» dans les allégations de corruption, a déclaré mardi aux journalistes le porte-parole du département d'Etat, *Ned Price*. «Nous prenons extraordinairement au sérieux notre responsabilité de garantir une supervision appropriée de toutes les formes d'assistance américaine que nous fournissons à l'Ukraine», a-t-il ajouté. «Aucun signe», «Aucune indication»: Attention à ce que vous lisez, chers lecteurs. Ce sont là des éliminations. Ce ne sont pas des démentis. Sommes-nous censés croire que *Ned Price* va risquer le consentement de la plupart des Américains si, dans le pays sans zones d'ombre ni opacité, des Ukrainiens ont détourné l'argent des contribuables américains? Quant à l'affirmation sur la supervision accrue, elle est manifestement fautive, comme l'a parfaitement montré le reportage explosif diffusé par «CBS» l'année dernière. On y apprenait que près de 70% du matériel que l'Occident expédie via la Pologne est siphonné vers l'immense marché noir des armes en Ukraine.

La chronologie des événements montre clairement de quoi il s'agit. Les Etats-Unis sont passés d'«aucune arme létale», dans les années qui ont suivi le rattachement de 2014, à la promesse, depuis cette semaine, de chars de combat lourds. Ainsi, *Yuriy Sak*, qui conseille le ministre de la Défense *Oleksiy Reznikov*, s'est confié à «Reuters» jeudi, en disant:

«Ils ne voulaient pas nous donner d'artillerie lourde, et puis ils l'ont fait. Ils ne voulaient pas nous donner de systèmes HIMARS [missiles de pointe], et puis ils l'ont fait. Ils ne voulaient pas nous donner de chars, et maintenant ils nous en donnent. En dehors des armes nucléaires, il n'y a plus rien que nous ne puissions obtenir.»

«N'oublions pas: maintenant que les Républicains sont majoritaires à la Chambre des représentants, ils pourraient à tout moment commencer à demander des comptes stricts sur les énormes volumes d'armes et d'argent que l'administration Biden déverse en Ukraine.»

en coin et tenant une lettre de démission signée d'un cœur, de points d'exclamation et d'autres gribouillages peu sérieux. Pas vraiment l'homme inquiet, je dirais, ni sérieux non plus. Le vice-ministre de la défense, *Viatcheslav Shapovalov*, a démissionné après qu'un hebdomadaire de Kiev, «*Zerkalo Nedeli*», ait publié un article d'investigation révélant un système de pots-de-vin dans lequel le ministère de *Shapovalov* avait payé des sommes extravagantes pour de la nourriture destinée à approvisionner les troupes ukrainiennes. La fraude – je cite l'article de «*Zerkalo Nedeli*» rapporté dans le «Monde» – s'élevait à 330 millions de dollars.

On ne sait pas grand-chose sur les autres dirigeants de Kiev ou les gouverneurs des provinces, mais il est impossible de ne pas relever ce thème récurrent. En temps de guerre, nombreux étaient ceux qui occupaient des fonctions leur donnant accès à des fonds censés financer les différents axes de l'effort de guerre – parmi lesquels les fonds venus de l'étranger figurent en bonne place, étant donné que Kiev est complètement fauchée. Cela concorde avec ce que nous lisons depuis des mois: les cliques politiques, sécuritaires et militaires ukrainiennes arnaquent massivement les Etats-Unis.

Peu importe. Le Times a affirmé haut et fort dans sa couverture des événements – deux reportages à ce jour – que tous ces fonctionnaires sans histoires ni zones d'ombre ont scrupuleusement évité de détourner une

intéressé par l'éradication de la corruption structurelle de l'Ukraine. Son passé est jalonné de traces qui montrent qu'il n'en est pas si éloigné que cela. A ce stade, il me semble plus juste d'affirmer que, plutôt que celle de Washington, Zelensky est d'abord une créature de l'administration Biden. La distinction est importante. Il est très probable que la Maison Blanche de Biden – et qui sait qui peut bien la diriger ces jours-ci? – a ordonné à sa marionnette de faire le ménage, même si ce n'est rien de plus qu'un acte gratuit.

Victoria («Cookies») Nuland, qui fait partie des architectes du coup d'Etat de 2014 et qui est depuis lors une protectrice infiniment tolérante du régime de Kiev, l'a clairement fait savoir jeudi. «Nous avons été très clairs sur le fait qu'il faut qu'on nous démontre qu'alors même que la guerre suit son cours, les mesures de lutte contre la corruption – notamment une bonne gouvernance d'entreprise et des mesures judiciaires – se poursuivent dans la bonne direction», a-t-elle déclaré lors de son témoignage au Sénat. C'est un discours passe-partout, maintes fois rabâché au fil des ans, mais il est révélateur que *Nuland* soit encore appelée à le répéter aujourd'hui.

N'oublions pas: maintenant que les Républicains sont majoritaires à la Chambre des représentants, ils pourraient à tout moment commencer à demander des comptes stricts sur les énormes volumes d'armes et d'argent que l'administration Biden déverse en Ukraine. Kiev aura vraiment l'air sombre et opaque si la Chambre nouvellement élue se lance dans ce projet. Cela rend Biden aussi vulnérable que Zelensky semble l'être lui-même.

L'administration Biden n'en aurait-elle pas plein le dos de Zelensky?

Pour aborder cet aspect des choses sous un autre angle, on entend dire ici et là que l'administration Biden en a de plus en plus assez de Zelensky et de la corruption, combinée à la grave répression antidémocratique qu'il supervise. Je ne peux pas vérifier ces rapports et je ne pense pas que quiconque puisse le faire pour le moment. Mais à mesure que les perspectives de guerre s'assombrissent, l'avenir politique de Zelensky pourrait bien s'assombrir avec elles. Il convient de prendre en considération un élément plus profond et profondément attristant à mesure que ce nouveau scandale de corruption se déroule, et tout indique qu'il se poursuivra. Qui sont ces gens? Quel genre de régime politique est-ce là? L'Ukraine, quel est ce pays?

Avec les inepties de *Kirill Timochenko* il ne s'agit pourtant pas tout à fait de telles: elles méritent que l'on s'y arrête un instant. Quel genre d'homme est-il pour se comporter comme il l'a fait dans le passé ukrainien? Quant aux autres, mêmes questions: Qui donc est capable de voler des fonds destinés à assurer les moyens de chauffage de son propre peuple? Quel est l'homme qui détournerait l'argent destiné à nourrir les troupes défendant leur pays, en le réservant dans quel profit?

J'ai qualifié l'Ukraine d'Etat en faillite. Je le soutiens. Depuis quelque temps, je suis sur le point de conclure que les Ukrainiens sont également un peuple en faillite. J'entends par là un peuple brisé. Les souffrances tragiques qu'ils ont endurées pendant l'ère soviétique ont laissé de profondes cicatrices, une sorte de pathologie nationale. Cela les aurait-il rendus incapables de se constituer en nation dans les années postsoviétiques? C'est une question qui reste ouverte pour moi.

Elle est pourtant motivée par ce que je vois aujourd'hui, un Etat en faillite dans lequel les gens n'ont plus rien en quoi ils puissent croire, où il n'y a plus rien à quoi ils puissent adhérer. Au sommet, une sorde quête de profits. Partout ailleurs, c'est la survie pure et simple dans un état d'anxiété constante. C'est une chose terrible de reconnaître à quel point les dirigeants de l'Etat criminel qu'est l'Ukraine sont totalement incapables de faire face à cette bouleversante tragédie.

Source: <https://scheerpost.com/2023/01/28/patrick-lawrence-the-shadows-descend-in-ukraine/> du 28/01/23

(Traduction *Horizons et débats*)

* Patrick Lawrence, longtemps correspondant à l'étranger, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Son dernier livre intitulé «Time No Longer: Americans After the American Century», Yale, 2013. Sur Twitter, on pouvait le trouver sur @thefloutist, jusqu'à ce qu'il soit censuré sans explication. Son site web est patricklawrence.us. Soutenez son travail via patreon.com/thefloutist.

RAND-Corporation: la neutralité de l'Ukraine, une voie vers la paix?

Une nouvelle étude sur les intérêts américains en Ukraine, réalisée par un think tank américain proche de l'armée

ts. Aux Etats-Unis, nombreux sont ceux qui souhaitent voir la fin de la guerre en Ukraine. Le think tank RAND-Corporation (R-AN-D est un acronyme anglais pour Research-and-Development, recherche et développement) a récemment publié une étude intitulée «Avoiding a Long War in Ukraine»¹, «Comment éviter une longue guerre en Ukraine». Voici l'introduction: «Les Etats-Unis ont tout intérêt à éviter une longue guerre en Ukraine. Bien que Washington ne soit pas en mesure de décider à lui seul de la durée de la guerre, il peut prendre des mesures pour faciliter la mise en place d'une éventuelle paix négociée». Quatre options sont présentées «qui sont à la disposition des Etats-Unis pour changer cette dynamique: clarifier leurs futurs projets de soutien à l'Ukraine, prendre des engagements sur la sécurité de l'Ukraine, assurer la neutralité du pays et fixer les conditions de la levée des sanctions contre la Russie».

Mais qui est donc ce groupe de réflexion qui remet soudain sur le tapis la question de la neutralité de l'Ukraine, une exigence formulée par la Russie avant même le 24 février

«L'Allemagne – un Etat en guerre?»

suite de la page 4

quoi la grande majorité des gens en Russie soutiennent leur gouvernement et leur président. Personnellement, je veux et je peux très bien suivre le point de vue de la Russie et celui du président russe. Je ne nourris aucune méfiance à l'égard de la Russie car, le renoncement à la vengeance contre les Allemands et l'Allemagne a déterminé la politique soviétique depuis 1945 et, par la suite, la politique russe.»¹

Questions incontournables

«Servir la paix dans le monde», ce par quoi le «peuple allemand» est «animé» de par sa «volonté de servir la paix du monde», comme dit le libellé de la Grundgesetz (Loi fondamentale) allemande [selon la traduction officielle du service de la *Chaire de droit public du Centre juridique franco-allemand, CJFA*, ndt.] n'est certes pas chose facile. Se contenter de crier «A bas les armes», de manière incohérente, peut induire l'erreur. «La paix juste est un modèle pour l'éthique et la politique de paix dans l'œcuménisme chrétien. L'idée fondamentale de ce modèle est que la paix est davantage que l'absence de violence seule». Voilà ce que l'on peut lire sur *Wikipedia (en allemand)*. Qu'en était-il de la «justice» avant le 24 février 2022? Etait-il juste que l'OTAN s'étende jusqu'aux frontières de la Russie? Etait-il juste que, depuis le printemps 2014, plus de 10000 personnes, y compris des femmes et des enfants, aient été tués dans le *Donbas* par des soldats ukrainiens et des admirateurs des nazis? Etait-il juste que l'Occident, y compris la politique allemande, ferme les yeux sur cette situation – abusant des accords négociés en vue d'une solution pacifique dans le but (camouflé!) de préparer l'Ukraine à la guerre contre la Russie? Etait-il juste que le gouvernement ukrainien prépare une guerre contre la Russie en collaboration avec ses «alliés» de l'OTAN? L'«ordre mondial» tel qu'il nous a été imposé depuis la fin de l'Union soviétique était-il juste? Nous ne manquons pas de questions. •

¹ Le 3 janvier 2023, un tribunal local de Berlin a émis une ordonnance pénale contre un intervenant officiel, lors d'une manifestation pacifiste de l'année dernière à Berlin, à l'occasion de l'anniversaire de l'attaque allemande contre l'Union soviétique, le 22 juin 1941. Les instances compétentes lui ont infligé une amende de 2000 euros correspondant à 40 jours de prison en punition alternative à l'amende. Dans la justification de l'ordonnance pénale, le tribunal s'est référé en particulier aux déclarations citées ci-dessus invoquant l'article 140 du code pénal, selon lequel la «récompense et l'approbation d'actes criminels» sont punissables. Selon le tribunal, avec ses propos, l'orateur aurait approuvé le «crime d'agression» commis par la Fédération russe contre l'Ukraine et aurait ainsi «attisé le climat psychique de la population». Pour des détails consulter www.nachdenkseiten.de du 25/01/2023.

«Nous présentons quatre options qui sont à la disposition des Etats-Unis pour changer cette dynamique: clarifier leurs futurs projets de soutien à l'Ukraine, prendre des engagements sur la sécurité de l'Ukraine, assurer la neutralité du pays et fixer les conditions de la levée des sanctions contre la Russie» (RAND-Corporation)

2022? En consultant le site web de la RAND Corporation, on peut y lire ce qui suit, dont voici la traduction en français:

«Le 14 mai 1948, le projet RAND – une organisation créée immédiatement après la Seconde Guerre mondiale pour associer la planification militaire aux décisions en matière de recherche et de développement – a été séparé de la *Douglas Aircraft Company* à Santa Monica, en Californie, pour devenir une organisation indépendante à but non lucratif». En effet, la Seconde Guerre mondiale a clairement démontré «l'importance de la recherche et du développement de technologies pour réussir sur le champ de bataille. Elle a également mis en lumière le large éventail de scientifiques et d'universitaires extérieurs à l'armée qui ont permis un tel développement». Plus loin, on apprend que les objectifs de «l'organisation récemment créée, dont le nom est une contraction du terme «Recherche et Développement», sont la promotion et le soutien d'objectifs scientifiques, éducatifs et caritatifs appliqués au bien public et à la sécurité des Etats-Unis»².

Stratégies de déstabilisation de la Russie et réflexions concernant la guerre avec la Chine

On y lit également que la RAND est «une organisation à but non lucratif qui contribue à améliorer les politiques et les prises de décision grâce à la recherche et à l'analyse». Et: «En tant qu'organisation non partisane, la RAND est largement respectée pour son indépendance par rapport aux influences politiques et commerciales. Nos valeurs fondamentales sont la qualité et l'objectivité». Mais le think tank ne se préoccupe pas seulement du bien-être des Etats-Unis, mais aussi de celui des citoyens du monde entier: «La RAND est une organisation de recherche qui élabore des solutions aux défis de la politique publique afin de rendre les collectivités du monde entier plus sûres, plus saines et plus prospères»³.

Wikipedia pose là-dessus un regard plus critique: on y lit que «l'organisation à but non lucratif RAND-Corporation a été fondée avec le soutien de la Ford Foundation» ...

et que «les experts de la RAND ont également joué un rôle dans la guerre de Corée et dans la propagande de la guerre froide». Son objectif principal est de conseiller l'armée américaine. La RAND emploie plus de 1880 personnes originaires de 50 pays différents. «Sur les 349 millions de dollars de recettes de 2020, environ 55 % proviennent du budget du ministère de la Défense ou des forces armées américaines. D'autres organismes gouvernementaux contribuent aux recettes à hauteur d'environ 27 %. Le reste se répartit entre les universités, les organisations non gouvernementales, les fondations, les organisations à but non lucratif et le secteur privé. Les dépenses sont constituées en grande partie (75 %) par le travail de recherche». On dresse l'oreille en lisant ce qui suit sur Wikipedia: «Parmi les thèmes traités par la RAND ces dernières années, on trouve notamment des stratégies de déstabilisation de la Russie et des réflexions sur un conflit avec la Chine, ainsi que de futures demandes concernant la construction d'avions militaires et des moyens de protection contre les attentats terroristes». Cependant, des sujets sociaux y sont également abordés, comme par exemple «la montée de l'obésité aux Etats-Unis ou le problème de la toxicomanie dans les lycées américains»⁴. En recherchant les études précitées sur la «déstabilisation de la Russie», on trouve sur le site de la RAND les deux textes «Over-extending and Unbalancing Russia» de 2019 et «Extending Russia. Competing from Advantageous Ground», datant également de 2019.⁵

Rapport RAND 2019 (1): surendetter et déstabiliser la Russie

Pour ce qui est du premier rapport intitulé «Surendettement et déstabilisation de la Russie», sur le site web de la RAND, le résumé introductif dit ceci: «Cette note résume un rapport examinant de manière exhaustive les options non violentes mais relativement coûteuses que les Etats-Unis et leurs alliés pourraient adopter dans les domaines économiques, politiques et militaires afin de mettre sous pression – en les élargissant à l'excès et en les déséquilibrant – l'économie et les forces armées de la Russie ainsi que le pres-

tige politique du régime à l'intérieur et à l'extérieur du pays».

Malgré ses points faibles et ses craintes, la Russie «reste un pays puissant qui parvient encore à rivaliser avec les Etats-Unis dans quelques domaines clés. Reconnaisant qu'un certain degré de concurrence avec la Russie est inévitable, les chercheurs de la RAND ont procédé à une évaluation qualitative des «options imposant des coûts» qui pourraient déséquilibrer et surcharger la Russie. Ces options pourraient imposer de nouvelles charges à la Russie, idéalement des charges plus lourdes que celles qui seraient imposées aux Etats-Unis par la poursuite de ces options». Cette évaluation du think tank américain datant de 2019 n'est probablement pas passée inaperçue à Moscou.

Rapport RAND 2019 (2): accabler la Russie sur le plan militaire et économique

Le second rapport mentionné par Wikipedia, intitulé «L'extension [forcée] de la Russie: Compétition en terrain favorable [pour nous]», a été rédigé avec le soutien des services de l'armée, selon le site web de la RAND, sur lequel on lit: «L'objectif du projet était d'examiner une série de moyens potentiels de faire dépasser à la Russie ses limites réelles. Nous entendons par là des mesures non violentes susceptibles de porter atteinte à la défense militaire, à l'économie ou à la crédibilité politique du régime sur le plan national et international. Les mesures que nous proposons n'auraient pas pour objectif principal la défense ou la dissuasion, bien qu'elles puissent contribuer aux deux.

Ces actions sont plutôt conçues comme des mesures qui amèneraient la Russie à rivaliser dans des domaines ou des régions où les Etats-Unis ont un avantage concurrentiel, ce qui amènerait la Russie à se surpasser sur le plan militaire ou économique ou ferait perdre au régime son prestige et son influence nationale et/ou internationale. Ce rapport couvre intentionnellement un large éventail d'options militaires, économiques et politiques. Ses recommandations sont directement pertinentes dans tous les domaines, de la modernisation des forces armées et de leur déploiement aux sanctions économiques et à la diplomatie». Moscou n'a probablement pas non plus pris cette analyse à la légère.

«Smart power» en 2019 – et aujourd'hui?

Et cette même RAND Corporation, qui a fourni les analyses ci-dessus dans le plus pur style «Smart power» – terme inventé par

Suite page 5

«Eviter une guerre à longue durée en Ukraine»

Les quatre options à disposition des Etats-Unis selon RAND Corporation

«[...] Dans le débat sur les aboutissants de la guerre russo-ukrainienne à Washington et dans d'autres capitales occidentales, la question du contrôle territorial est au premier plan. Les faucons plaident pour un soutien militaire accru afin de faciliter la reconquête de l'ensemble du territoire ukrainien par l'armée ukrainienne. Leurs opposants préconisent de fixer la ligne de contrôle correspondante à la situation d'avant février 2022 comme objectif, en soulignant les risques d'escalade d'une nouvelle avancée. Le secrétaire d'Etat *Antony Blinken* a déclaré que l'objectif de la politique américaine était de permettre à l'Ukraine de «reconquérir les territoires qui lui ont été arrachés depuis le 24 février». Notre analyse suggère de partir de l'analyse que ce débat reste trop centré sur une seule dimension du déroulement de la guerre. Le contrôle territorial est certes d'une grande importance pour l'Ukraine, tandis que pour les Etats-Unis, il ne constitue pas la dimension la plus importante des fins de cette guerre. Nous en concluons que mis à part éviter une éventuelle escalade vers une guerre entre la Russie et l'OTAN ou l'emploi d'armes nucléaires russes, éviter une longue guerre est un but qui a davantage d'importance pour les Etats-Unis que d'œuvrer pour un contrôle plus étendu sur le territoire ukrai-

nien. En outre, les possibilités dont disposent les Etats-Unis en vue d'influencer la délimitation finale des frontières sont fort limitées, étant donné que l'armée américaine n'est pas directement impliquée dans les combats. De plus, permettre à l'Ukraine de reprendre le contrôle territorial est également loin d'être le seul moyen dont disposent les Etats-Unis pour influencer l'évolution de cette guerre.

Nous avons donc mis en évidence plusieurs instruments alternatifs – potentiellement plus efficaces – dont Washington dispose pour orienter la guerre dans une direction qui sert mieux les intérêts états-uniens. Les Etats-Unis se trouvent dans l'impossibilité d'orienter directement l'issue territoriale de cette guerre, ils exercent, par contre, un contrôle direct sur la politique. Le Président *Biden* a déclaré que cette guerre se terminerait à la table des négociations. Toujours est-il que le gouvernement n'a pas encore pris de mesures pour inciter les parties à entamer des pourparlers. Bien qu'il reste incertain qu'un changement de la politique américaine puisse déclencher ces négociations, l'adoption d'une ou de plusieurs des mesures décrites dans cette perspective pourrait rendre ces débats plus probables. Nous citons des raisons pour lesquelles la Russie et l'Ukraine sont toutes les deux optimistes en ce qui concerne la guerre

et pessimistes en ce qui concerne la paix. En matière de fin de guerre, la tradition stratégique suggère que de telles perceptions ont tendance à prolonger un conflit. Pour modifier cette dynamique dans ce contexte, nous présentons donc quatre options à la disposition des Etats-Unis qui se résument ainsi: clarifier les plans des Etats-Unis pour leur soutien futur de l'Ukraine (1), prendre des engagements en faveur de la sécurité de l'Ukraine (2), assurer sa neutralité (3) et fixer les conditions de la levée des sanctions contre la Russie (4). Le changement spectaculaire de la politique américaine, du jour au lendemain, est politiquement impossible – tant sur le plan intérieur que vis-à-vis des alliés – et ferait preuve d'imprudence. Mais développer ces instruments dès maintenant et les faire connaître en Ukraine ainsi qu'auprès des alliés des Etats-Unis pourrait contribuer à lancer un processus en vue de mettre fin à cette guerre, de manière négociée et dans un délai conforme aux intérêts des Etats-Unis. L'alternative serait une guerre à longue durée qui poserait de grands défis aux Etats-Unis, à l'Ukraine ainsi qu'au reste du monde.»

Source: <https://www.rand.org/pubs/perspectives/PEA2510-1.html>

(Traduction *Horizons et débats*)

L'ultimatum de l'Occident à la Serbie

par Živadin Jovanović, Ministre des Affaires étrangères de l'ex-Yougoslavie 1998–2000*



Živadin Jovanović
(photo ev)

ef. Voici plus de 20 ans qu'un conflit couve entre la Serbie et le Kosovo. La Serbie, se référant à la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies du 19 juin 1999, ne reconnaît pas le Kosovo comme un Etat à part entière. Cette résolution avait

alors mis fin à l'agression de 78 jours de l'OTAN contre la Serbie, et garantissait la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie, le rattachement du Kosovo à la Serbie en vertu du droit international, ainsi qu'une considérable autonomie accordée aux provinces du Kosovo et de la Metohija au sein de la Serbie. Malgré cela, le Kosovo a unilatéralement proclamé son indépendance en 2008, ce qui a par la suite été reconnu par les membres de l'OTAN et de l'UE.

Au cours des dernières semaines, l'UE et les Etats-Unis ont lancé un ultimatum à la Serbie. Dans une initiative présentée à l'origine par la France et l'Allemagne, intitulée «Plan de solution internationale pour le Kosovo», il est prévu, entre autres, que les deux pays voisins puissent ne pas se reconnaître formellement mais accepter mutuellement leur existence en tant qu'Etat. Belgrade devrait en outre s'abstenir à l'avenir d'empêcher l'adhésion du Kosovo aux organisations internationales. Comme le Président serbe Aleksandar Vučić l'a lui-même déclaré dans son discours devant le Parlement, le 2 février, du point de vue serbe, plusieurs points du plan international sont problématiques, voire inacceptables: les négociateurs – représentants de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de l'UE et des Etats-Unis – auraient menacé de mettre fin aux négociations d'adhésion à l'UE avec la Serbie, en cours depuis 2014, et de bloquer les investissements étrangers. Vučić ayant laissé entendre dans son discours qu'il était favorable à ce plan, a provoqué des affrontements houleux au Parlement. Dans le texte ci-dessous, l'ex-ministre serbe des Affaires étrangères Živadin Jovanović (1998–2000) commente le «Plan de Résolution».

Si la formulation de l'«Accord de base» sur le Kosovo et la Metohija présenté par les «cinq grands» occidentaux (UE, Etats-Unis, Allemagne, France, Italie), texte qui circule depuis un certain temps dans les médias albanais et depuis le 20 janvier également sur les

«RAND-Corporation: La neutralité ...»
suite de la page 4

Joseph S. Nye⁷ et vanté par Hillary Clinton comme doctrine de politique étrangère de l'administration Obama⁸ –, livre aujourd'hui une nouvelle analyse. Il ne nous a pas été possible de reproduire ici l'intégralité du rapport, mais il est disponible gratuitement sous forme de fichier PDF sur le site de la fondation RAND.⁹ Nous nous contenterons ici d'en reproduire la conclusion (voir encadré, page 4). Dans les semaines et les mois à venir, il serait intéressant de voir dans quelle mesure le gouvernement américain adoptera les recommandations de ce groupe de réflexion proche de l'armée.

¹ <https://www.rand.org/pubs/perspectives/PEA2510-1.html>

² <https://www.rand.org/about/history.html>

³ <https://www.rand.org/about.html>

⁴ https://de.wikipedia.org/wiki/RAND_Corporation

⁵ https://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB10014.html

⁶ https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR3000/RR3063/RAND-RR3063.pdf

⁷ Voir par ex. Joseph S. Nye, Jr. «Get Smart: Combiner le Hard et le Soft Power». Dans: *Foreign Affairs*, Vol. 88, No. 4 (juillet/août 2009), pp. 160–163. Publié par: Council on Foreign Relations.

⁸ Avant sa nomination au poste de Secrétaire d'Etat sous Barack Obama, lors de son audition devant la commission des relations étrangères du Sénat le 15 janvier 2009. Cf. <https://www.youtube.com/watch?v=PNQOyKBml04>

⁹ Voir Note 1

réseaux sociaux serbes, correspond de près ou de loin à la version originale, on ne saurait y voir un quelconque accord – mais plutôt un ultimatum contraignant la Serbie à reconnaître de facto la sécession forcée de sa province.

Une humiliation pour la nation Serbe

Ce document, émanant du Président français Macron et du chancelier allemand Scholz, dirigeants des deux plus grandes démocraties européennes, apparaît une fois encore en violation flagrante de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, des principes fondamentaux des relations internationales démocratiques, de la Charte des Nations unies, de la Charte de Paris et de l'Acte final d'Helsinki de l'OSCE. Ce texte, fondé sur leur propre pouvoir et leur propre supériorité, humilie la Serbie et la nation serbe en lui imposant de respecter l'égalité, la souveraineté, l'intégrité territoriale et les emblèmes étatiques du prétendu Kosovo et, d'ailleurs, de tous les autres Etats, à l'exception de sa propre souveraineté, de son intégrité territoriale et de ses frontières internationalement reconnues et confirmées comme telles par l'ONU, l'OSCE, d'autres organisations internationales et la Commission d'arbitrage Badinter.

Le document Scholz-Macron invite la Serbie à ne pas s'opposer à l'adhésion du prétendu Kosovo à toutes les organisations internationales, y compris les Nations unies.

«Le statut et le prestige de la Serbie sont confirmés par la majorité des pays du monde, par environ deux tiers de la population mondiale donc, qui n'ont pas reconnu et ne veulent pas reconnaître cette construction illégale [Kosovo] en tant qu'Etat.»

La Serbie est ainsi censée coopérer à la déconstruction de sa propre intégrité, de son ordre constitutionnel et de son statut international, de telle sorte que le «Cas Kosovo» ne puisse plus être utilisé par aucune partie comme un précédent pour de futures sécessions unilatérales.

Les auteurs du texte entendent utiliser la capitulation de la Serbie à l'ultimatum comme un moyen de pression sur les Etats qui ne reconnaissent pas le Kosovo – Espagne, Roumanie, Slovaquie, Grèce et Chypre, soit cinq membres de l'UE et quatre membres de l'OTAN – pour qu'ils acceptent de le reconnaître enfin, ce qui permettrait d'apaiser la désunion interne au sein de l'UE et de l'OTAN. Autre objectif: transférer sur la Serbie toute la responsabilité des pertes humaines, des destructions et des conséquences de l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri lors de l'agression de l'OTAN en 1999, alors que la Serbie en a été la victime. Enfin, leur but ultime est d'incorporer la Serbie dans une soi-disant «Alliance des démocraties» créée pour faire front à l'encontre de la Russie et de la Chine.

Les Etats-Unis et l'UE ignorent la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies

Ce document humiliant devra servir à l'avenir d'illustration sur la manière dont les objectifs expansionnistes de l'agression militaire de l'OTAN contre la Serbie (RFY) en 1999 ont été perpétrés pendant des décennies par le biais d'autres méthodes tels que les ultimatums et les menaces de contraintes économiques et politiques.

La soi-disant «proposition Scholz-Macron», qui s'est à présent transformée en une initiative de l'UE soutenue par les

Etats-Unis, et les récentes activités des «cinq grands» à Belgrade ne sont rien d'autre qu'une usurpation et une anticipation des prérogatives et de la décision du Conseil de sécurité des Nations unies, seul organe compétent pour décider des questions de paix et de sécurité. Ils ignorent la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui est un acte juridiquement contraignant et de la plus haute importance, et tentent d'entraîner la Serbie, un pays pacifique et militairement neutre, dans une confrontation mondiale. Cette action impitoyable, unilatérale et arbitraire n'est pas seulement antiserbe; elle a également des conséquences imprévisibles.

Le conflit du Kosovo et de la Métochie n'est pas un conflit gelé, comme l'affirme l'Occident et comme on peut l'entendre à Belgrade. Il ne peut pas non plus être résolu en posant un ultimatum à la Serbie. Une hypothétique acceptation de l'ultimatum ne sauverait ni la paix ni la sécurité des Serbes dans la province, mais contribuerait seulement à accumuler les conflits potentiels, à encourager de nouvelles séparations et à humilier la Serbie et la nation serbe. La cause et l'essence du problème en ce qui concerne le Kosovo et la Métochie résident dans la géopolitique déterminée par la domination des grandes puissances occidentales et leur expansion vers l'Est. L'OTAN fait tout son possible pour faire du Kosovo et de la Métochie, ainsi que de l'ensemble de la Serbie, un tremplin pour son avancée vers l'Est,

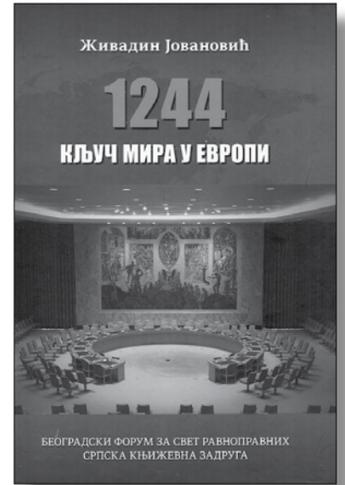
afin de jouer la Serbie contre la Russie et la Chine.

La Serbie ne doit pas céder

La question du statut de la province du Kosovo et de la Métochie ne peut toutefois pas être résolue par l'acceptation d'un ultimatum, mais uniquement par le respect de la Constitution, des frontières internationalement reconnues et de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU. Même si la Serbie acceptait l'ultimatum, les Serbes du Kosovo et de la Métochie ne seraient pas en sécurité. En effet, leurs terres illégalement occupées ne seraient pas restituées; environ 250 000 Serbes et autres non-Albanais déplacés ne pourraient pas rentrer librement et en toute sécurité chez eux et les biens publics et sociaux serbes resteraient usurpés. Si tant est qu'elle le fasse, la Serbie devrait se rendre compte que céder à l'ultimatum ne pourrait qu'accélérer des tendances dangereuses à la confrontation et à l'escalade, tant au niveau régional qu'europpéen.

Un éventuel accord de la Serbie pour l'adhésion du soi-disant Kosovo aux Nations unies et à d'autres organisations internationales équivaudrait à la reconnaissance de sa personnalité juridique internationale. Ceci entraînerait toutes sortes de conséquences, à commencer par une escalade jusqu'à la création de la Grande Albanie au détriment des territoires étatiques non seulement de la Serbie, mais aussi de certains autres pays des Balkans. Y a-t-il quelqu'un en Serbie qui croit aux nouvelles garanties et promesses de l'Occident? N'est-ce pas Angela Merkel qui nous a récemment mis en garde de ne pas faire confiance aux assurances données? Ou notre crédulité est-elle déjà devenue sans limite?

«Même si la Serbie acceptait l'ultimatum, les Serbes du Kosovo et de la Métochie ne seraient pas en sécurité. En effet, leurs terres illégalement occupées ne seraient pas restituées; environ 250 000 Serbes et autres non-Albanais déplacés ne pourraient pas rentrer librement et en toute sécurité chez eux et les biens publics et sociaux serbes resteraient usurpés.»



Živadin Jovanović «1244 – Clé pour la paix en Europe» (2018)

Des arguments peu convaincants – ou encore du maquillage diplomatique

Les promesses concernant l'autonomie des Serbes, la communauté des municipalités serbes (même si celle-ci a été créée «conformément à la Constitution du Kosovo» selon Derek Chollet [conseiller principal du Département d'Etat]) et la «formalisation du statut de l'Eglise orthodoxe serbe» ne changent pas le moins du monde la nature réelle de l'ultimatum de Scholz-Macron (UE). Pourquoi? Parce que son essence réside dans l'exigence que la Serbie reconnaisse d'abord tacitement, puis formellement, l'indépendance du soi-disant Kosovo et accepte son adhésion aux Nations unies et à d'autres organisations internationales. Le reste fait simplement partie d'une cosmétique diplomatique plus ou moins convaincante et de la tactique visant à sauver la «face» de la victime.

L'histoire nous apprend que la paix, la stabilité et une vie meilleure ne peuvent pas être préservées en acceptant un ultimatum au détriment de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. Rappelons-nous que les accords de Munich de 1938 sur la séparation des Sudètes de la Tchécoslovaquie, qui ne furent rien de moins qu'un ultimatum lancé dans le dos de la Russie, ont également été publiquement présentés par les dirigeants de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni de l'époque comme le salut de la paix en Europe. Il est très dangereux que les dirigeants actuels de ces pays n'aient pas tiré et ne tirent pas les leçons du passé.

La survie de la Serbie comme contribution à la paix

La position adoptée vis-à-vis de la Constitution, de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, des frontières internationalement reconnues de la Serbie et du droit international n'est pas une question d'ultimatum ou d'accord ponctuel. Il s'agit plutôt d'une question de position vis-à-vis de la survie de la Serbie en tant qu'ancien Etat européen et de la nation serbe en tant que facteur contribuant à la paix, à la stabilité et au progrès dans les Balkans, en Europe et dans le monde. Le statut et le prestige de la Serbie sont confirmés par la majorité des pays du monde, par environ deux tiers de la population mondiale donc, qui n'ont pas reconnu et ne veulent pas reconnaître cette construction illégale en tant qu'Etat. Parmi eux se trouve un nombre non négligeable d'Etats qui, à la demande de la Serbie, ont retiré leurs reconnaissances antérieures, sans craindre la pression ultime de l'Occident pour ne pas le faire.

(Traduction de l'anglais *Horizons et débats*)

* Živadin Jovanović est président du «Forum de Belgrade pour un monde d'égaux». Il a étudié le droit à l'université de Belgrade, a travaillé de 1964 à 2000 au service diplomatique de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (République fédérale de Yougoslavie depuis 1992), a été ambassadeur à Luanda/Angola de 1988 à 1993, vice-ministre des affaires étrangères de 1995 à 1998, ministre des affaires étrangères de 1998 à 2000, membre du Parlement serbe en 1996 et du Parlement de la République fédérale de Yougoslavie en 2000. Outre de nombreux articles et interviews, il a notamment publié les ouvrages suivants: «The Bridges» (2002); «Abolishing the State» (2003); «The Kosovo Mirror» (2006).

Rendre à nos écoles leur sens humain

Une publication récente réaffirme la «renaissance» de l'humanisme dans nos écoles

par Eliane Perret



L'école et les parents se partagent le devoir d'encourager et d'engager les enfants à maîtriser leurs tâches (fronton d'une école élémentaire tchèque, Roudice nad Labem, République tchèque. ©Jochen Krautz)

C'est un moment heureux lorsqu'une personne qualifiée tire de son expertise, gagnée dans des situations souvent difficiles, des impulsions positives et inspirantes qui nous encouragent à emprunter de nouvelles voies réalisables et prometteuses. C'est ce qu'a parfaitement réaffirmé Jochen Krautz* avec la publication de son nouveau livre intitulé «Bildung von Bildung» [L'éducation en images]. Dans sa préface, il décrit qu'après les inondations diluviennes de la vallée de l'Ahr de l'été 2021, parmi les livres trempés qu'il a pu sauver de son bureau il se trouva aussi celui d'Otto Friedrich Bollnow intitulé «Krise, Kritik und Neuanfang» (Crise, critique et recommencement). Pour Krautz, ce titre décrit à merveille la tâche devant laquelle nous met, dans les domaines de l'éducation et la formation, l'état lamentable de nos écoles publiques.

Une trouvaille et ses conséquences

Cette «redécouverte» a été l'occasion pour l'auteur de lancer un débat qui aurait mérité d'avoir eu lieu depuis longtemps déjà. Nous sommes appelés à mettre un terme à l'évolution défavorable que connaît le secteur de la formation scolaire depuis des années et à redonner à notre école son véritable sens. Pour l'auteur, il lui faut sa «renaissance». Le débat qui s'impose vise la cascade des réformes passées qui nécessitent de les soumettre à une évaluation en toute honnêteté. Au cours des dernières décennies, ces réformes ont radicalement transformé nos écoles, avant tout celles publiques. Jochen Krautz, enseignant la pédagogie artistique à l'université de Wuppertal, sait de quoi il parle, et il en parle de manière qui rend la lecture agréable. On ouvrant le livre, à chaque tournure de page, on trouve à gauche, alternativement une des merveilleuses reproductions d'une œuvre d'art «jalons», soigneusement choisies, un travail artistique d'un ou d'une de ses disciples ou une photographie de l'auteur lié au sujet traité – on est amené à s'attarder sur chacun d'entre eux. A droite, on est invité à lire un des textes courts mais de contenu riche portant sur 67 thèmes différents. Ils reflètent les points clés devant animer le débat, sur l'éducation tout court et des suites qui en découlent pour redonner à nos écoles moderne leur sens humain, leur humanisme. L'auteur le fait dans un langage qui rend le livre agréable à lire, tout en maîtrisant l'interdépendance des thèmes. Personnellement, cette lecture m'a beaucoup motivé à ma réflexion personnelle pour moi-même, effet que je souhaite vivement aux autres lecteurs. Afin de rendre le contenu de ce livre autant vif que visible, l'auteur se prononce souvent lui-même quant à la portée et la valorisation des sujets qu'il présente, invitation à ses lecteurs à réfléchir – et à en profiter pour leur pratique professionnelle à eux.

L'homme est un être social

Au début, les sujets relevés sont centrés sur les fondements de l'anthropologie ainsi que de la psychologie du développement, l'auteur faisant

référence à l'essentiel de l'école en tant que lieu basal et donc principal de tout apprentissage, présent ou ultérieur. Ils débouchent sur l'évidence de la nature sociale de l'être humain, point de départ de toute conception solide de l'enseignement: «Nous sommes des êtres sociaux par nature et nous évoluons nos capacités de vivre ensemble au travers de nos relations humaines.» Après des années, voire des décennies de réformes scolaires diamétralement opposées à cette base anthropologique (dans leur approche purement technologique), une renaissance de cette base humaine s'impose d'urgence. Ce n'est qu'à cette condition que l'école redeviendra un lieu où les enfants et les adolescents – accompagnés et guidés par des personnes mûries dans leurs rapports humains – pourront apprendre conformément à leur besoins sociaux. Krautz estime qu'il faut se réorienter sur ce qui l'essentiel, et précisément du fait que ces derniers temps, les capacités de tout enseignant comme donner des orientations constructives et diriger un travail d'ensemble souffrent de réputation négative: «On présume des comportements autoritaires et on préfère que l'enfant se développe par lui-même.» (p. 15) Reprenant cette vue, profondément erronée comme démontre l'auteur, l'adulte refuse souvent d'assumer sa responsabilité qui lui incombe dans le processus crucial et sensible qui aboutit au développement socialement fructueux de sa personnalité: «Si on remplit ses responsabilités face au but pédagogique d'encourager la compétence à s'auto-réaliser il est exclu de la réduire à laisser les enfants se débrouiller seuls. La force créatrice intérieure de l'enfant, force qui le fait «grandir» intérieurement, a besoin d'être guidée, ce qui consiste également à fixer des limites pour que l'enfant devienne un être apte à la vie sociale.» (p. 15)

«L'enseignement réussi exige le travail pédagogique minutieux et engagé»

Ces connaissances sont décisives à tout processus d'apprentissage, processus englobant toutes les facultés y impliquées et au cours duquel un enfant développe individuellement ses capacités intellectuelles, émotionnelles et sociales. Krautz examine d'un œil critique les concepts d'enseignement focalisés notamment sur les neurosciences, devenus très à la mode: «Les facultés mentales ne se manifestent pourtant pas uniquement dans le cerveau, c'est pourquoi les chercheurs cérébraux ne les retrouvent jamais dans leurs photos colorées. C'est pourquoi il n'existe pas non plus d'enseignement «adapté au cerveau». Non, ce qui régit nos forces mentales et spirituelles, notre «caractère», c'est l'homme tout entier, corps et âme.» (p. 21) C'est pourquoi toute éducation véritable ainsi que sa poursuite dans nos écoles a besoin de l'approche pédagogique, approche qui forme professionnellement et éduque par la matière. La capacité de créer des liens humains ainsi que l'apprentissage sont donc liés et trouvent les conditions de réussite idéales dans l'enseignement en classe. L'auteur trouve déplacé de reprocher à l'enseignement en classe de n'être qu'une série de «cours frontaux», en association voulu avec la discipline militaire. Pour l'auteur, il s'agit là de l'essence même du travail pédagogique: œuvrer pour que la classe évolue vers

«une communauté qui travaille ensemble sur une matière et qui grandit ainsi humainement. Telle évolution ne se fait toutefois pas tout seule, mais nécessite le travail pédagogique minutieux et engagé.» (p. 37) Elle ne se résume non plus «à l'application de méthodes» seule. Tout au contraire, elle exige – et forme – un pédagogue au sens complet du terme. Si le réseaux complexe et riche de l'enseignement se transforme en simple affaire à distance, les deux parties se retrouvent perdantes.» (p. 35) Par contre, «en phase» réelle avec les enfants et les jeunes, son enseignant devient beaucoup plus riche, donnant la chance à tous qui y participent de «clarifier les questions de fait en les traitant de questions de fait, de lier [lors de débats en classe] les jugements à des arguments raisonnés, de prendre en considération l'autre et de s'intéresser à lui, de comprendre les autres, de résoudre les conflits de manière non violente et constructive, de coopérer, de pratiquer l'aide mutuelle, etc.» (p. 33)

Le centre de toute pédagogie couronnée de succès

Ces prémisses de l'enseignement qui s'orientent d'après les nouvelles acquis scientifiques remettent «l'apprentissage par exploration» et «organisé par soi-même» (aussi dénommé «l'école sans enseignant») au rang d'une méthode d'enseignement inapproprié. Ceci en raison de ce qu'elles négligent les bases anthropologiques, psychologiques et didactiques innés à tout procès d'apprentissage, ou bien comme l'auteur le formule: «Ce n'est donc pas «moderne» d'enseigner à l'encontre de la nature humaine qui, au cours de centaines de milliers d'années, a créé notre culture. C'est tout simplement stupide et ne contribue guère à ce que l'être humain devienne plus autonome et plus intelligent mais, par contre, à sa perte de liberté, d'indépendance et de ses capacités mentales.»

La formation scolaire a depuis toujours essayé d'accomplir la tâche de rendre les enfants et les adolescents capables d'assumer les défis de la vie, avec confiance et courage, et d'en venir à bout des devoirs que chaque enfant doit affronter. «Voilà donc le centre de toute pédagogie couronnée de succès: le bien fondé des exigences liés au côté professionnel, celles (bien définies) envers les élèves, des aides méticuleusement adaptées à eux, de la confiance inébranlable de réussir et un grand cœur pour les jeunes gens dans leur petits et grand soucis. Un principe de fond simple et éprouvé et aujourd'hui menacé d'un oubli presque général.» (p. 47)

«L'apprentissage par la démonstration nous délibère»

A tout cela s'ajoutent des phases nécessaires d'exercice, «c'est là le chemin vers une vraie indépendance, le chemin vers la liberté.» (p. 49) Elles sont basées essentiellement sur un autre instrument traditionnel mais incontournable, celui de la démonstration. Car «si quelqu'un me montre quelque chose je peux me le représenter intérieurement et l'imiter extérieurement. C'est ainsi que j'apprends comment quelque chose fonctionne». Ce processus d'apprentissage, lui aussi autant simple qu'évident, est une des clés comment l'enfant s'approprie du monde: «Apprendre en montrant a une forte capacité libératrice: un moment donné, nous savons faire quelque chose par nous-même ce qui nous rend plus indépendants. Autrement l'écart reste, il y aura toujours quelqu'un



Démontrer et appliquer: transmission principale de nos connaissances et capacités à la jeune génération (photo Jean-Francois Millet. La leçon de tricot, 1869. Source: WikimediaCommons)



ISBN 978-3-532-62874-4

d'autre qui tricote, lit, calcule, réfléchit, décide etc. à notre place» (p. 45)

Quand l'élan manque...

Tous les enfants ne procèdent pas avec la même facilité, il y en a qui ne comprennent pas et s'affolent souvent, que faire? «L'art didactique consiste à doser ces crises de

compréhension de la matière, de manière que les élèves s'en sentent défiés, mais non pas dépassés.» Souvent la personne enseignante se trouve donc placée devant la nécessité d'une compréhension plus profonde, relevant de davantage de capacités professionnelles et émotives pour soutenir des enfants et des adolescents dans leurs «crises de compréhension». Souvent elles se manifestent par une agitation nerveuse. Un intérêt vif aux causes va souvent ensemble avec la compréhension plus approfondie et facilite l'accès de l'enseignant à de tels enfants et à développer une perspective réelle. Cette voie est souvent plus prospère pour tous que de leur attribuer un diagnostic et se détourner «du cas», comme c'est malheureusement souvent le cas ces temps-ci. Krautz le dit en ces termes: «Les enfants ne savent pas se concentrer ont, eux-aussi, tout un processus, une évolution derrière eux. Ils ont fait siennes une attitude, malheureusement infructueuse. Mais ce n'est pas une maladie.» C'est avant tout le cas d'enfants issus de milieux peu favorisés et peu instruits. Là aussi l'école est censée devoir leur donner des impulsions et d'élargir leur horizon, si le postulat souvent répété de l'égalité des chances ne doit pas rester figure rhétorique: «Si la motivation manque il y aura peu de développement. Elle est donc précisément là, la tâche de l'école: donner à tous les enfants la chance de développer ses capacités en les encourageant à répondre activement aux stimulants.» Car le devoir de l'école ne se limite pas au simple «training des compétences».

«L'éducation est un juste milieu entre proximité et prise de distance»

Avec des enfants «difficiles», notre aide réussit le mieux là où l'étroite collaboration avec les parents ou d'autres personnes importantes de référence est possible. Tous les enfants ne peuvent pas s'appuyer sur des relations fiables et encourageantes leur permettant de prendre confiance en eux-mêmes, de se tourner tranquillement vers l'apprentissage et d'explorer ainsi le monde. La recherche socio-psychologique sur la capacité humaine de tisser un lien stable avec une ou plusieurs personnes référentes (notamment la psychologie de l'attachement) insiste sur l'importance d'un lien de confiance pour que la personnalité enfantine prenne un développement prospère. Il serait pourtant erroné d'en conclure qu'il s'agirait de satisfaire en permanence et instantanément tout désir physique ou psychique de l'enfant. Tout au contraire, «la socio-psychologie de l'attachement montre précisément que l'éducation réussie n'a pas seulement besoin de proximité, mais également de distance. La distance qui permet de regarder – tout en mesurant la petitesse de l'enfant qui est devant vous – les tâches futures qui l'attendent dans le monde réel. C'est à partir de ces tâches que l'on peut déduire, de manière pertinente, sa propre attitude éducative.» (p. 85) Cela signifie d'encourager l'enfant à éprouver son autonomie atteinte (en fonction de son âge) et d'exiger de lui à poursuivre sa voie pour explorer le monde plus loin. Selon la devise «Va dans le monde, je suis de tout cœur avec toi et je t'aiderai si nécessaire. Mais je sais que tu es capable de trouver et de maîtriser ta voie toi-même.» (p. 83) Sinon, la disposition naturelle de l'enfant à coopérer risque de s'éclipser devant nos soucis ou louanges excessifs ou de se paralyser même. Krautz résume ainsi l'importance de cet aspect: «L'énorme portée de cette découverte n'a pas encore trouvé l'accès qui lui convient à la pédagogie établie.» (p. 87)

* Jochen Krautz, professeur de pédagogie artistique à l'Université de Wuppertal; président de Gesellschaft für Bildung und Wissen (Société pour l'éducation et le savoir); domaines de travail principaux: pédagogie et didactique de l'art, pédagogie générale et politique de l'éducation.

La neutralité armée est une offre de paix

par Robert Nef*

En Suisse, on constate une progression de la tendance à relativiser la neutralité par des adjectifs flous et par un rapprochement avec des alliances défensives. Cela témoigne d'inconstance et d'un manque de conscience historique.

Peut-on être à la fois pour la liberté et pour la neutralité? La réponse est oui. La neutralité est une option judicieuse tant sur le plan économique que sur celui de la politique de sécurité, plébiscitée par des personnes et des Etats ouverts au monde. Quiconque propose quelque chose sur des marchés ouverts n'attend pas de concordance idéologique, politique ou religieuse et renonce sciemment à des discriminations qui n'ont rien à voir avec la transaction. La neutralité n'est ni égoïste ni lâche, elle a, en plus de la composante économique, une composante stratégique qui favorise la paix mondiale et aide à éviter l'escalade des conflits.

Il existe malheureusement en Suisse, surtout dans le monde politique, une erreur de jugement largement répandue selon laquelle la neutralité serait «d'hier», qu'elle ne serait qu'une préoccupation nostalgique de patriotes nationaux-conservateurs. Rares sont ceux qui demandent expressément son abolition, mais de la relativisation par des adjectifs à une abolition dans les faits, il n'y a qu'un petit pas.

Mise en danger par l'adhésion à des alliances

L'appartenance à une alliance défensive peut très bien avoir un effet dissuasif sur des agresseurs potentiels, mais au niveau mondial, elle confère un surcroît de puissance à la puissance dominante de l'alliance en question. Cela peut provoquer des attaques de la part d'autres alliances ayant des objectifs géostratégiques différents. Certes, des ennemis communs font des amis, mais des amis communs peuvent aussi faire des ennemis.

Un pays indépendant ne devrait pas se défendre aux frais des autres, même si cela allège considérablement son budget. Ce qu'un pays économise grâce à ses alliés, il le paie par sa dépendance. Certes, l'autodéfense ne garantit pas une sécurité totale, mais celle-ci ne peut pas non plus être obtenue dans le cadre d'alliances. Dans chaque alliance, il y a une puissance dominante qui fixe ses propres priorités en cas de crise ou de guerre.

L'attrait d'une interconnexion mondiale combinée au non-alignement ou à la neutralité en droit international a eu tendance à augmenter au cours des dernières années et décennies, surtout pour les petits et moyens Etats. Cette attitude fondamentale n'est toutefois crédible que si elle est associée à la volonté de se défendre militairement en cas d'attaque. Sinon, elle devient effectivement un «buisson derrière lequel se cachent les trouillards», comme l'a récemment formulé l'écrivain Lukas Bärfuss. En tant qu'Etat

* Robert Nef est journaliste et auteur, membre de la Société du Mont-Pèlerin et de la Société Friedrich August von Hayek. De 1991 à 2008, Nef a été rédacteur et co-éditeur des Schweizer Monatshefte. Il vit à Saint-Gall en tant que journaliste indépendant.



En 1871, la Suisse neutre accorde l'asile à l'armée française de Bourbaki. Une femme pansse le bras d'un soldat. Extrait du panorama Bourbaki, Lucerne. (photo Wikipedia)

neutre, on ne doit pas, sans combattre, laisser un agresseur potentiel conquérir, dans le «cas idéal», un pays intact doté d'une infrastructure qui fonctionne.

L'illusion de la paix éternelle

Après l'effondrement de l'Union soviétique, de nombreux politiciens, diplomates et militaires en Europe et en Suisse ont eu tendance à adopter une vision du monde sans histoire, voire à refouler l'histoire. Pour eux, il existait une tendance irréversible vers une «paix éternelle» en Europe et vers une progression linéaire du processus d'intégration. D'autres scénarios n'étaient même plus envisagés. La guerre en Ukraine a révélé de manière effrayante que cette vision des choses n'était qu'une illusion.

Les périodes de paix relative ont toujours été interrompues par des explosions de violence irrationnelles inattendues. Face à la frénésie de changement et d'adaptation qui sévit, il convient d'en tenir compte dans les réflexions à long terme de notre pays en matière de politique étrangère et de sécurité. Concernant l'horizon temporel, les hommes sans prétentions du Grütli ont été plus courageux et plus prévoyants lorsqu'ils ont conclu leur alliance «perpétuelle». Et les diplomates qui ont stipulé la «neutralité perpétuelle» lors du Congrès de Vienne en 1815 étaient eux aussi conscients que la situation stratégique mondiale pouvait changer à tel point en l'espace d'une seule génération, qu'il était sage de ne pas livrer les fondements de la politique extérieure et de sécurité aux appréciations ponctuelles fluctuantes et aux représentations de l'ennemi façonnées par la politique du moment.

Dans le monde entier, la neutralité est tout sauf obsolète. Il est dans l'intérêt du neutre permanent de débarrasser sa maxime (et aussi sa non-appartenance à des organisations internationales comme l'UE et l'OTAN) de la mauvaise réputation d'égoïsme grossier préjudiciable à la «communauté des Etats»,

et d'attirer l'attention des autres sur le fait que les neutres pourraient aussi leur être utiles. L'efficacité de la maxime de neutralité dépend de sa crédibilité, et l'on ne peut attendre de crédibilité «de l'extérieur» que si l'on se montre fiable et conséquent, et que l'on communique ses préoccupations avec de bons arguments.

Il y a deux adjectifs qui ne relativisent pas le principe, mais qui l'accroissent: «armé» et «perpétuel». Ils soulignent la fonction et montrent à l'extérieur que la neutralité en général n'est pas «d'hier», mais qu'elle est globalement porteuse d'avenir et de paix, et pas seulement pour la Suisse. Celui qui renonce de manière crédible à la capacité d'attaque, mais qui assure en même temps la défense de son propre territoire avec ses propres moyens (et des décisions de coopération réservées, mais qui restent libres), apporte une contribution plus porteuse d'avenir à la paix mondiale que celui qui s'associe (et se soumet en même temps) à une puissance mondiale qui lutte contre d'autres puissances mondiales naissantes.

Neutralité et politique étrangère

Après la Seconde Guerre mondiale, le principe de neutralité a été complété par le principe de solidarité. Là encore, la question se pose: peut-on être à la fois neutre et solidaire? Et là encore, la réponse est oui, s'il s'agit d'une solidarité avec les victimes, qui dans les guerres sont toujours présentes des deux côtés. C'est aussi l'idée de base de la Croix-Rouge internationale, qui se met au service des victimes de tous les belligérants, sans prendre parti.

La volonté de placer la neutralité dans un contexte plus large, avec d'autres objectifs de politique étrangère, fait l'objet de rapports du Conseil fédéral sur la politique étrangère et de sécurité. La formule à deux volets «neutralité et solidarité» a été complétée par deux autres objectifs, qui soulignent tous deux

l'importance centrale de la neutralité: disponibilité et universalité. La disponibilité est synonyme d'offre permanente de services de médiation, l'universalité d'une ouverture se caractérisant par sa nature globale.

Pas de relativisme, mais des maximes fiables

Les quatre maximes ont déjà été élaborées dans les années cinquante par une commission à laquelle participait le spécialiste du droit international Rudolf L. Bindschedler. Aujourd'hui, le débat de politique étrangère ne porte plus que sur le champ de tension entre neutralité et solidarité. Le quadrilatère d'objectifs élaboré progressivement reste toutefois judicieux et de plus en plus actuel, et en période d'incertitude, il peut fournir un sentiment de fiabilité autant vers l'intérieur que vers l'extérieur.

Les trois maximes complémentaires que sont la solidarité, la disponibilité et l'universalité ne relativisent pas la neutralité, elles décrivent des fonctions que la neutralité, contrairement à toutes les prédictions négatives, peut remplir et remplit bel et bien si on la gère correctement. Nous pouvons viser les trois autres objectifs non pas «bien que nous soyons neutres», mais «parce que nous sommes neutres». La neutralité ne constitue pas un pôle opposé, mais une condition préalable à la solidarité humanitaire (et non politique!).

La neutralité est également une condition de la disponibilité pour les services de médiation, et de l'universalité dans le sens de l'ouverture au monde et du libre-échange global. Le principe d'universalité prend de plus en plus d'importance. Il est certes compatible avec l'adhésion à l'ONU, mais pas avec une association avec l'UE.

L'initiative populaire «Sauvegarder la neutralité suisse» (initiative sur la neutralité), lancée en novembre et visant à ancrer dans la Constitution une neutralité perpétuelle et armée, permet un débat de fond sur la neutralité et son rapport avec les autres maximes. Elle se limite aux deux adjectifs mentionnés et tente, au niveau constitutionnel, d'exclure tout affaiblissement et toute relativisation ainsi qu'un abandon progressif. Toutefois, elle ne peut pas influencer le champ de tension entre le droit international et le droit national. Il est peu probable qu'une opposition organisée s'engage en faveur d'un abandon de la neutralité. Il n'est toutefois pas exclu que des partis politiques tentent de pousser les initiateurs dans un coin national-conservateur tout en relativisant le principe de neutralité par des adjectifs flous. Un rejet serait probablement perçu dans le monde entier comme un adieu de la Suisse à la neutralité. Car la «neutralité» est avant tout ce qui est perçu comme tel par des tiers, et non ce que l'on déclare soi-même

Source: <https://www.robert-nef.ch/2022/12/01/die-bewaffnete-neutralitaet-ist-ein-friedensangebot/>; première publication dans le Schweizer Monat 11-12/2022; reproduction avec l'aimable autorisation de l'auteur

(Traduction Horizons et débats)

«Rendre à nos écoles ...»

suite de la page 6

«L'investissement dans l'apprentissage sera-t-il profitable?»

C'est pourquoi la révision des concepts d'enseignement en vogue depuis des décennies s'impose d'urgence. L'auteur insiste sur ce que «l'enseignement n'est pas un rouage technique, mais le résultat de la coopération entre personnes». (p. 97) La question d'après l'investissement et le degré de «rentabilité» de l'enseignement est trop courte et ne vise donc pas ce qui lui est essentiel. Elle est motivée par ce que l'industrie éducative appelle le «capital humain». (p. 119) De tels concepts éducatifs selon les modèles des processus d'optimisation industrielle ne découlent pas des besoins humains, en ce qu'ils réfutent ainsi souvent les acquis scientifiques de la pédagogie moderne. Ils sont une sorte de «vestiges» plutôt décevant des époques passées, éloignés de plus en plus de ce qui correspond vraiment à l'enseignement. Ils préconisent, dans le langage clair de l'auteur, un «fonctionnement scolaire inculquant aux participants sa prétendue qualité et efficacité qui se réduit en effet au bureau-

cratisme et au contrôle de manière souvent aberrante, activisme qui impose au corps enseignants de s'occuper majoritairement d'accessoires formels». (p. 121) Dans ce contexte, il ne faut pas oublier la dimension politique de ces processus, car derrière le discours économique se cache souvent un concept de la société moderne qui vise tout autre chose que la force libératrice de l'enseignement dirigée vers l'autonomie du citoyen.

Une école en réformes permanentes? Dans quel but?

Les victimes de cette (r)évolution sont en premier lieu les enfants et les jeunes soumis à la biographie d'apprentissage des fois déviante, susceptibles d'avoir besoin d'un soutien spécifique sur base de relations qu'ils éprouvent être stables et confiantes. Ils sont plutôt découragés s'ils se retrouvent placés dans des settings de prétendu «inclusion» souvent exempts de tout contrôle par une instance indépendante. «Mais les enfants ne sont pas des animaux de laboratoire. Si on discute à juste titre de l'expérimentation animale comme entravant «ses droits», l'expérimentation avec des êtres humains devrait constituer



On ne peut pas faire l'impasse sur la régularité de l'exercice. En effet cela conduit à l'autonomie. (Dessin d'élève de 5^e d'après une photo de David Seymour; ©Jochen Krautz)

doivent enfin révéler où se trouvent leurs véritables buts (politiques!) auxquels ils ont réussi à soumettre notre école publique. Ils ne sont pas tous conformes aux buts constitutionnels ancrés solidement dans l'histoire suisse étroitement liée à l'évolution vers la démocratie directe. «Ceux qui péroreront constamment sur la nécessité de transformer l'éducation et nos écoles de toutes sortes d'expérimentations

un taboue autant plus respecté. Car ces enfants ayant besoin d'une aide particulière n'ont pas seulement moins appris, ils ont également souvent fait l'expérience de l'échec.» (p. 125) Un reproche auquel les inconditionnels de la réforme scolaire doivent faire face. Particulièrement en Suisse ils

doivent enfin répondre à la question cruciale: pour quelle raison et à quoi bon?»

Une «réforme» après l'autre ou la renaissance?

Notamment pour les enseignants, la renaissance de l'école est liée à la question du sens: «En tant qu'enseignant, je dois d'abord me poser la question du sens, ce que j'enseigne en quoi relève-t-il, en dernière analyse, au bien-être de nous tous? Ce n'est ainsi que j'accède à une attitude plus ferme qui me rend capable de donner à mon enseignement la forme appropriée à y trouver des réponses valables.» (p. 101)

Ce que Jochen Krautz retient dans son livre, sous une forme concise et agréable à lire, sont les piliers pédagogiques de tout processus éducatif. Ils doivent redevenir la base des concepts de la scolarité éducative moderne. La lecture de ce livre déploie les aspects profonds à tous ceux qui s'intéressent sincèrement aux questions pédagogiques liées à l'actualité, l'histoire, la politique et l'avenir de nos écoles, lié à l'avenir de nos sociétés occidentales. Krautz croit à «l'esprit de l'espoir pédagogique» qu'il résume ainsi: «Il n'incite pas à la révolution, mais à la renaissance.» (p. 137)

Retour à la neutralité suisse

Sur le plan international, la Suisse a une autre mission que de délivrer des armes aux Etats en guerre!

par Marianne Wüthrich, Docteur en droit

«Ces temps-ci, on a de plus en plus affaire aux voix affirmant que se comporter de manière neutre serait immoral en soi. Qu'en dites-vous?» – «Immoral? Non, c'est le contraire! La neutralité est une des valeurs morales suprêmes. Imaginez la situation que tous les Etats se déclarent neutres en défendant leur neutralité active et armée, eh bien, à ce moment-là, il n'y aurait en effet plus de guerre dans le monde». (Stephan Rietiker, membre du comité initiateur de l'initiative populaire suisse «sur la neutralité»)¹

Le fait que le gouvernement fédéral allemand, empressé à satisfaire ses maîtres d'outre-Atlantique, nourrisse la guerre ukrainienne par des armes de plus en plus «performantes» (qui ne font qu'étendre et prolonger l'horrible boucherie) est déjà insupportable. Mais ce qui devra nous révolter autant, nous autres citoyennes et citoyens suisses, c'est que certains sociaux-démocrates au Conseil national suisse se mettent au pas de leur «grand frère et camarade de parti» à Berlin voulant jeter par-dessus bord les restes de neutralité dont dispose encore la Suisse. Le 24 janvier, la *Commission de la sécurité du Conseil national* (CPS-N) a approuvé, par 14 voix (non pas celles du PS seules!) contre 11, deux interventions à caractère essentiellement incompatible à la neutralité. Le Conseil national est censé de couper court d'urgence à ce genre d'initiatives.

Le Conseil de sécurité de l'ONU ordonnant à la Suisse de livrer des armes à un Etat se trouvant en guerre???

«L'idée de redéfinir la neutralité par des exceptions affaiblira, pour les belligérants potentiels, la prévisibilité de la neutralité suisse [...]. Ces exceptions exposeront la Suisse à la pression des belligérants pour qu'elle adopte leurs vues sur la justification de leur recours à la force». (Marco Sassöli, Professeur de droit international public à l'Université de Genève)²

Selon la Loi suisse sur le matériel de guerre (LFMG) en vigueur, la situation juridique est limpide comme de l'eau de roche: une exportation d'armes vers un gouvernement étranger ne peut être autorisée que si ce dernier a signé une déclaration de non-réexportation (art. 18, al. 1). Et de stipuler: «Les transactions avec l'étranger [...] ne sont pas autorisées si le pays de destination est impliqué dans un conflit armé interne ou international» (art. 22a, al. 2).

Actuellement, la majorité de la commission veut faire tomber cette interdiction reposant sur la neutralité et l'esprit humanitaire dans le but que les gouvernements étrangers puissent livrer en Ukraine de l'armement acheté en Suisse. Selon elle, le Conseil fédéral (la puissance exécutive!) devra avoir la compétence de «déclarer l'abrogation de la déclaration de non-réexportation à la demande d'un gouvernement étranger». Selon ces idées, supprimer la neutralité suisse est donc chose simple. Le projet de la CPS-N exigera pourtant, comme condition préalable, une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ou – au cas où aucune décision ne serait prise (en raison d'un veto) – que «l'Assemblée générale des Nations Unies constate, à la majorité des deux tiers, le cas d'enfreinte contre l'interdiction du recours à la force en vertu du droit international public, conformément à l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations Unies».³

Oliver Diggelmann, Professeur de droit international public à l'Université de Zurich, commente ainsi ce concept: «Ce n'est que le Conseil de sécurité de l'ONU lui-même qui peut dispenser un Etat des obligations liées à son statut neutre, et ce, lorsqu'il ordonne des mesures de contrainte. C'est le seul cas où les décisions de l'ONU priment sur le droit de la neutralité».⁴

Il faut ajouter qu'il entre certes dans les compétences du Conseil de sécurité de l'ONU d'ordonner des mesures militaires de coercition contre un pays membre, en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU (art. 42 s.), mais qu'il est au moins très peu probable qu'il exige de la Suisse qu'elle renonce à des accords de non-réexportation d'armes. Ce qui est établi c'est que l'Assemblée générale de l'ONU peut certes qualifier une attaque comme violant le droit international, verdict qui n'a pourtant aucun effet juridique.



Monument du service actif au col de la Maloja près de Casaccia dans le Val Bregaglia. Monument en l'honneur de la génération du service actif dans l'armée suisse 1939–1945. (photo keystone)

La «Lex Ukraine»: une absurdité
«Peut-on être à la fois neutre et solidaire? [...] Oui, s'il s'agit d'une solidarité avec les victimes, qui sont toujours présentes des deux côtés dans les guerres. C'est aussi l'idée fondamentale de la Croix-Rouge internationale qui se met au service des victimes de tous les belligérants sans prendre parti». (Robert Nef, rédacteur de longue date des «Schweizer Monatshefte»)⁵

La majorité de la commission de sécurité du Conseil national est bien loin de cet état d'esprit profondément humain qui est à la base de la conception suisse de la neutralité. Au contraire, sa deuxième intervention du 24 janvier, la proposition d'une «Lex Ukraine», foule aux pieds les principes de l'Etat de droit et de la neutralité et, en plus, transformerait la Suisse en Etat belliciste si elle passe: «La déclaration de non-réexportation devient caduque lorsqu'il est établi que la réexportation du matériel de guerre vers l'Ukraine est liée à la guerre russo-ukrainienne». Ceci avec une modification temporaire de l'art. 18 LFMG qui doit être déclarée urgente – c'est-à-dire qu'elle entrerait déjà en vigueur avant un éventuel vote référendaire.

Le Professeur Oliver Diggelmann est absolument formel quant à cette intervention: «Il est impossible, du point de vue du droit international autant que de celui de la neutralité. On ne peut pas dire à la fois: «Ecoutez, nous sommes neutres!» et: «Ah, oui, c'est vrai, nous sommes aussi un peu solidaires militairement avec le bon côté.»⁶

Le Parti écologiste suisse s'y oppose

11 membres sur les 25 de la Commission de sécurité du Conseil national ont voté contre la levée unilatérale de l'interdiction d'exporter des armes vers les pays en guerre et donc contre l'affaiblissement de la neutralité de la Suisse (*Communiqué de presse* du 24.1.2023). Les votes négatifs ont été émis par les membres appartenant aux Verts, à l'UDC et à d'autres partis. Le choix clair des membres du parti des Verts est remarquable.

Horizons et débats s'est entretenu avec Marionna Schlatter, Conseillère nationale du parti Les Verts (ZH) et membre de la CPS-N, en lui posant la question pourquoi elle a voté non: «Vous et les deux autres membres de la commission de votre parti avez rejeté les deux interventions. Quelles sont vos principales raisons du point de vue du droit de la neutralité?» Sa réponse: «Les Verts sont issus du mouvement pacifiste. Nous considérons que l'exportation de matériel de guerre par un pays



militairement neutre est fondamentalement problématique. C'est pourquoi nous sommes critiques à l'égard de tout assouplissement de la législation sur l'exportation de matériel de guerre. Nous considérons qu'une exception par rapport à la guerre en Ukraine n'est pas compatible avec le droit de la neutralité qui, en matière d'exportation de matériel de guerre, impose de traiter les parties en conflit de manière égale.»

La question se pose également du point de vue démocratique: en 2021, le Parlement a interdit l'exportation d'armes vers les pays en guerre ou en guerre civile, en tant que contre-projet indirect à l'initiative populaire «Pas d'armes pour les pays en guerre civile (Initiative de

correction)», intervention censée alors d'inciter les initiateurs à retirer leur initiative. Pour quelle raison revenir sur ce choix plus rigide?

En effet, avec le contre-projet indirect à l'Initiative de correction, une législation plus restrictive pour les exportations d'armes vers les pays en guerre civile est entrée en vigueur en mai 2022. Cette demande a été portée par une large coalition de partis et de la société civile et soutenue par une grande partie de la population. Ce choix de conditions strictes pour l'exportation de matériel de guerre doit enfin être respecté. Au lieu de cela, la première occasion est saisie pour affaiblir à nouveau cette demande.

Les Suisses s'interrogent sur le sens et le but de la neutralité

«La neutralité permanente de la Suisse moderne [...] représente une promesse de ne pas seulement se comporter de manière neutre en fonction de la situation, mais de vouloir rester neutre face à tous les conflits potentiels de l'avenir. Le cœur de la logique de neutralité n'est pas de se tenir à l'écart de toutes les tractations internationales, mais d'entretenir activement des relations afin de rester en bons termes (ou du moins acceptables) avec toutes les parties au conflit. C'est pourquoi la diplomatie est toujours plus occupée lorsqu'il y a des guerres ou des conflits internationaux». (Dr. phil. Pascal Lottaz, historien et philosophe, dans une réflexion actuelle)⁷

L'actualité nous oblige, plus décidément même, de nous accrocher à la neutralité, pilier indispensable du modèle étatique suisse. Ceci avant tout pour accomplir nos tâches humanitaires et diplomatiques urgentes dans les nombreuses guerres et crises qui déchirent ce monde.

Motivée de façon toute autre, la NZZ se demande où conduirait le débat en public sur l'avenir de la neutralité suisse. Elle le considère incontournable à condition que la Berne fédérale veuille libéraliser le trafic d'armements. L'avis de la rédaction se montre préoccupé du fait que dans un tel débat, l'initiative sur la neutralité «aurait soudain ses chances». Le fait que la neutralité reste profondément ancrée dans l'identité de la grande majorité des Suisses, même à l'heure actuelle, est depuis longtemps visé des médias mainstream suisses. La «Neue Zürcher Zeitung» explique ainsi sa réserve à l'égard de l'Initiative sur la neutralité: «Son acceptation limiterait encore bien plus grièvement la gestion suisse des conflits internationaux.»⁸

En d'autres termes, un peu moins mystérieux: l'acceptation de cette initiative par le

peuple suisse entraverait l'intégration toujours plus étroite dans l'UE et l'OTAN, souhaitée par la «Neue Zürcher Zeitung» et d'autres acteurs. Une raison pour nous autres, citoyennes et citoyens suisses, de nous y lancer!

Pour clore ses délibérations du moment, donnons la parole à Fabian Molina, Conseiller national PS: «La valeur de la neutralité selon la Convention de La Haye de 1907 accordée à la Suisse la capacité de jouer un rôle particulier en tant que puissance œuvrant en faveur de la paix. En tant qu'Etat non aligné, nous pouvons, contrairement aux Etats de l'OTAN, investir dans la promotion de la paix, jouer un rôle de médiateur et ouvrir des portes. Nous devrions avancer sur cette voie de manière beaucoup plus résolue que nous ne l'avons fait par le passé.»⁹

Fabian Molina, connue pour sa voix retentissante préconisant la voie suisse vers l'UE, semble donc avoir intériorisé tout de même une bonne part de la conviction au sujet de la neutralité, lui aussi. Cela est fait en conformité avec la bonne tradition suisse.

¹ Grob, Ronnie. «Taufziehen um die Neutralität». Interview avec le président Stephan Rietiker de Pro-Suisse et le conseiller national PS Fabian Molina, dans *Schweizer Monat* de décembre 2022/janvier 2023

² Sassöli, Marco. «Neutralität gibt's nicht à la carte», dans *Schweizer Monat* de décembre 2022/janvier 2023

³ «Kommission will Wiederausfuhr von Kriegsmaterial in die Ukraine erlauben». Communiqué de presse de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national du 24/01/2023

⁴ Wanner, Christine. «Soll das Schweizer Kriegsmaterialgesetz angepasst werden?», dans *Radio SRF, Echo der Zeit* du 26/01/2023

⁵ Nef, Robert. «Die bewaffnete Neutralität ist ein Friedensangebot», ds. *Schweizer Monat*, éd. de décembre 2022/janvier 2023.

⁶ Wanner, Christine. «Soll das Schweizer Kriegsmaterialgesetz angepasst werden?» dans: *Radio SRF, Echo der Zeit* du 26/01/2023

⁷ Lottaz, Pascal. «Im neuen Kalten Krieg ist die Schweiz Konfliktpartei», dans *Schweizer Monat* de décembre 2022/janvier 2023

⁸ Gerny, Daniel. «Die Schweiz in der Neutralitätsfalle: wie es so weit kommen konnte – und drei Wege, wie sich die Politik befreien kann», dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 28/01/2023

⁹ Grob, Ronnie. «Taufziehen um die Neutralität». Interview avec le président Stephan Rietiker de Pro-Suisse et le conseiller national PS Fabian Molina, dans: *Schweizer Monat* de décembre 2022/janvier 2023

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Redaction

Peter Küpfer

Rédaction et administration

Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».